13e année
numéro 247

25 Mai 1937
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire



DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 247

(25 mai 1937)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Victoire et défaite à Barcelone

C'est, si j'ai bonne mémoire, le 8 mars que se produisit l'incident significatif des dix tanks. Peu de jours auparavant, la division Karl Marx (du P.S.U.C. stalinien) avait refusé, au front d'Aragon, de s'engager dans l'action pour soutenir les bataillons de la C.N.T. et du P.O.U.M. Il était visible que les staliniens ménageaient leurs forces, souhaitant — et facilitant — l'usure au feu de celles des organisations révolutionnaires. Le 8 mars donc, des officiers staliniens se font livrer, en présentant un ordre faux, dix tanks qui sortaient de fabrique; et il faut un gros incident pour que le colonel commandant la caserne Vorochilov (une caserne Vorochilov à Barcelone! cela ne vous explique pas bien des choses?) consente à restituer les chars d'assaut dont il a d'abord nié la présence chez lui... Vainement Solidaridad Obrera *et* La Batalla *vont exiger les jours suivants que cet incident bizarre soit tiré au clair. C'est* La Batalla, *le quotidien du Parti Ouvrier d'Unité Marxiste, si ferme et modéré de ton, qui est suspendue pour cinq jours. Dans l'entourage du président Companys, on adjure nos camarades de ne pas « exploiter cet épisode, pour ne pas aggraver les dissensions... » Mais pourquoi le P.S.U.C. avait-il besoin de dix tanks à Barcelone, si ce n'était pour préparer un coup de force?*

A partir de ce moment, la capitale catalane vit dans une atmosphère de plus en plus inquiète et inquiétante. Les anarchistes qui collaborent au gouvernement de la Généralité, dans le cabinet Taradellas, sentent nettement grandir l'intrigue stalinienne. Ils s'efforcent d'y résister, avec autant d'incapacité politique (car on ne peut pas plus faire de la politique sans consentir à en faire que persévérer dans une révolution sans poser la question du pouvoir et celle du contrôle de toutes les forces armées par la classe ouvrière) que de dévouement à une unité antifasciste transformée par leurs partenaires en un piège. M. Companys promulgue, sous la pression du P.S.U.C., un décret reconstituant des corps de police et dissolvant les patrouilles de contrôle ouvrières qui jusqu'ici assuraient l'ordre. Les dirigeants anarchistes, déjà, ont souscrit à cette mesure dont le P.O.U.M. dénonce seul le caractère nettement antiouvrier. Mais la C.N.T. et la F.A.I. se ressaisissent, les patrouilles continuent à remplir leurs fonctions, en dépit du décret. Dualité des pouvoirs.

M. Companys constate alors la crise du gouvernement et manifeste même l'intention malheureuse de former un cabinet présidentiel, fondé sur sa seule autorité morale, — mais sans doute inspiré en réalité par le P.S.U.C. et, derrière ce parti, par le Consulat général de l'U.R.S.S. Il essuie un échec. Les ministres anarchistes qu'il a nommés s'abstiennent de venir au premier conseil de cabinet. A la vérité, une double crise du pouvoir affaiblit l'Espagne antifasciste. Depuis le désastre de Malaga, imprenable cité ouvrière, livrée à l'ennemi par la trahison du colonel Villalba et l'incurie du pouvoir central, le cabinet Caballero n'a plus l'autorité morale de ses débuts; et ce n'est pas en laissant sévir un peu partout les staliniens qu'il pourrait la récupérer. En Castille, des anarchistes sont assassinés, dans deux localités, plus de vingt. Le Secours Rouge du P.O.U.M. est illégalement fermé à Madrid par un policier stalinien qui exaspère du reste toutes les organisations ouvrières, jusqu'aux socialistes les plus modérés. Il est évident que si le gouvernement central ne s'oppose pas enfin aux progrès de « l'impérialisme stalinien », comme s'exprime mon camarade Andrade, les masses finiront par réagir elles-mêmes. A Madrid, la mainmise stalinienne est quasi-totale. Le général Miaja appartient au Parti Communiste. Son chef d'état-major est un Russe, Gorev. Le C.N.F. et le P.O.U.M. sont affaiblis par leurs pertes au front, qui ont été énormes.

Roldan Cortada, dirigeant de l'U.G.T., stalinien ou stalinisé, est assassiné le 27 avril non loin de Barcelone. Est-ce la réponse d'anarchistes isolés au massacre de leurs camarades à Yague et à Villanueva? Est-ce un acte de provocation d'éléments contre-révolutionnaires jetant de l'huile sur le feu qui couve? La C.N.T., la F.A.I., le P.O.U.M. désavouent hautement ce crime. Quelques jours se passent et Antonio Martine, belle figure de l'anarchisme espagnol, tombe non loin de Puigcerda, sous les balles des carabiniers de la Généralité. Après l'enterrement de Roldan Cortada, La Batalla *écrit:*

« Ç'a été une manifestation contre-révolutionnaire... de celles qui ont pour objet de créer au sein des masses petites bourgeoises et des couches arriérées de la classe ouvrière une ambiance de pogrome contre l'avant-garde du prolétariat catalan, la C.N.T., la F.A.I., le P.O.U.M. »

Andrade constate dans le même article que les dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I. paraissent, en présence du danger montant, « manquer d'instinct de conservation... » Le P.O.U.M. leur propose sans se lasser le front uni des révolutionnaires. Les Amis de Durutti *le préconisent aussi. A Valence et Barcelone, les ministres de la C.N.T. sont en proie à une sorte de torpeur. Ils tolèrent qu'à Valence, Maroto et deux cents combattants des premières journées demeurent en prison depuis de longues semaines pour des raisons d'indiscipline certes beaucoup moins graves que la tentative de voler dix chars d'assaut pour un parti...* La Batalla *reproche le 2 mai aux dirigeants de la C.N.T.-F.A.I. leur manque de vigilance. « Ils continuent à appliquer une tactique de silence et de dérobade, quand il faudrait crier. » Ils ont ainsi permis que le réformisme discrédité par la chute de Malaga se fit précisément une arme de ce désastre pour exiger un pouvoir fort. Un pouvoir fort* contre qui? Avec qui? *La force étant entre quelles mains? Car tout est là. C'est d'un pouvoir fort contre la classe ouvrière qu'il s'agit et non d'un pouvoir fort par la classe ouvrière. Le 4 mai, le P.O.U.M. donne pour consigne la « mobilisation permanente de la classe ouvrière ».*

Le drame du Central des Téléphones vient de se produire. C'est plutôt le coup de force stalinien qu'il faut dire. Le Central des Téléphones est, depuis juillet, gardé par des mili-

ciens des deux confédérations syndicales, C.N.T. et U.G.T. Vers trois heures de l'après-midi, des cars bondés de gardes d'assaut, commandés par Rodriguez Galas, commissaire à l'ordre public (!!!), un des dirigeants du P.S. U.C. stalinien, s'arrêtent devant cet édifice. Les miliciens sont à leur poste en service commandé et ce poste c'est le gouvernement, auquel appartiennent leurs mandataires, qui le leur a confié. Ils refusent de se laisser déloger, répondent à la force par la force, changent en déroute l'agression. C'est ensuite une troupe du P.O.U.M., commandée par Torrens, qui assure la garde du Central. Le soir, la cité ouvrière s'est levée tout entière, apprenant que M. Companys a donné l'ordre de désarmer les patrouilles de contrôle. Comme l'histoire se répète! C'est par une agression semblable, ayant pour objet de désarmer la classe ouvrière parisienne, que M. Thiers, républicain comme il en reste beaucoup en Espagne, fit naître la Commune. On sait de sa propre bouche qu'il savait très bien ce qu'il faisait, entendant mater Paris.

Pendant plusieurs jours, la force ouvrière est maîtresse en Catalogne. Nouveau 19 juillet, trop sanglant, hélas! Les dirigeants de la C.N. T. et de la F.A.I. n'ont pas assumé la responsabilité du mouvement, déclenché à la base par les syndicats anarchistes. Le P.O.U.M. est dans une situation difficile. Depuis longtemps, les membres de son Comité Exécutif craignaient que l'indécision, la mollesse, l'incapacité politique des dirigeants anarchistes n'eussent pour résultat un soulèvement spontané qui, faute de direction et d'ailleurs déclenché sur provocation, offrirait aux contre-révolutionnaires l'occasion d'infliger au prolétariat une saignée. Leur consigne est cependant claire: Comités de Défense de la Révolution. M. Companys accepte et annonce un compromis. Ni vainqueurs ni vaincus! Les ministres anarchistes adjurent les militants de cesser une lutte fratricide et la lutte cesse. Alors arrivent à Barcelone les forces de police motorisées envoyées par Valence qui se moque du compromis comme de l'autonomie catalane. Jamais ces forces de police ne fussent parties, arrivées, entrées en Catalogne si la C.N.T., participant au pouvoir, eût fermement dit: Non. La censure s'installe pendant qu'on enterre les morts. La victoire ouvrière se transforme en défaite. Le coup de force stalinien, véritable coup de poignard dans le dos de l'Espagne antifasciste, devient une sage opération de police dirigée contre l'anarchie, le désordre sanglant, l'homme au couteau entre les dents. Ce n'est qu'une clameur dans la presse stalinienne du monde entier: dissolution du P.O.U.M. Et sans doute la condition occulte, inconstitutionnelle, posée par les « communistes » à la formation d'un nouveau cabinet Caballero est-elle celle-là: dissolution du P.O.U.M. Le déchaînement de calomnies contre ce parti de vaillants tient de ce délire spécial que les réquisitoires des procès de Moscou nous ont révélé...

Pendant les troubles, Camillo Berneri, philosophe et militant anarchiste italien, que ses articles récents nous portaient à considérer comme une tête tout à fait remarquable, par sa lucidité, sa hauteur de vues, son sens politique, est arrêté par des policiers staliniens avec un autre camarade italien. On retrouvera le lendemain deux cadavres. Les assassins sont connus. Leur parti aussi. Tout est affreusement clair.

Et maintenant? Il est évident que la classe ouvrière a perdu la plupart des positions politiques qu'elle avait acquises en juillet par sa victoire sur les généraux fascistes. L'intervention stalinienne a porté ses fruits. Mais il est aussi évident que la force immense du prolétariat espagnol est à peine entamée. Si ses organisations se ressaisissent (et cela concerne surtout la C.N.T., en second lieu les socialistes) et savent faire preuve de fermeté, l'adversaire devra céder, la victoire sur le fascisme sera assurée et l'ordre avec elle, un ordre nouveau. Si elles continuent à se laisser manœuvrer, diviser, assassiner en détail, corrompre ici, emprisonner là, on ne peut que prévoir au bout du chemin quelque monstrueuse provocation, une chaotique, une héroïque réaction des masses exaspérées, des flots de sang, le triomphe de la réaction, d'abord sous un masque républicain, puis, inévitablement, sous une forme fascisante. Cavaignac, austère républicain, quand il massacrait les pauvres gens du Faubourg Saint-Antoine, frayait la voie à Napoléon III. Noske, socialdémocrate à poigne, quand il fusillait les spartakistes, frayait la voie à Hitler. On voit qu'en défendant leur libertés et leur droit de marcher vers le socialisme, les ouvriers d'Espagne défendent aussi la paix du monde.

Victor Serge.

La tombola pour l'Espagne libre

Nous avons cru utile de faire parvenir à nos abonnés une circulaire et un carnet de billets de la tombola organisée par le Comité pour l'Espagne libre (26, rue de Crussol, Paris 11e).

A tous nos camarades, nous adressons un appel pressant afin qu'ils répondent favorablement à la demande qui leur est faite.

Il faut aider les organisations qui se préoccupent de loger et de nourrir les orphelins espagnols.

CLICHY ?...

Cinq morts, des centaines de blessés... Et pourquoi, grands dieux, ce drame de Clichy ? Le Parti social français — ex-Croix-de-Feu — annonce une réunion à Clichy, réunion cinématographique et récréative, si anodine, si inoffensive, que le gouvernement l'autorise, donc réunion légale, réunion qui ne pouvait constituer d'ailleurs, en tout état de cause, un danger quelconque pour personne, pas plus pour la République et le Front populaire que pour n'importe qui! Là-dessus, rumeurs dans Clichy, protestations, agitation: le maire Auffray et le député communiste Honel organisent une contre-manifestation; un service d'ordre est prévu, pour protéger la réunion du P.S.F., puisqu'elle était autorisée et légale; dix mille travailleurs se massent dans Clichy, cité communiste, et, naturellement, des bagarres éclatent, la police charge, des coups de feu partent : cinq morts, des centaines de blessés...

Qui a tiré le premier? Les manifestants, des Croix-de-Feu, la police, des « agents provocateurs » ? Qui le saura jamais ? Une enquête est ouverte; mais les enquêtes ont-elles jamais trouvé et prouvé quelque chose ? Cinq morts, des centaines de blessés... Fascisme assassin; provocation; on raconte des histoires arabes; les socialistes sont atterrés, les communistes menaçants; ils ont, dit le Dionysien, fait glisser Blum dans le sang ouvrier : cinq morts, des centaines de blessés! Nos politiciens organisent alors des funérailles... grandioses; ah oui, un peuple immense ira les bercer dans leur tombeau, prématurément ouvert, ces pauvres morts; ils savent, nos politiciens, organiser au moins des cortèges et des parades à grand spectacle — que ce soit en Allemagne, en Italie, en Russie, ou... en France, la politique fasciste ou antifasciste est largement, copieusement spectaculaire ! En attendant, les cinq morts sont bien morts et maintenant, oui, *bien* enterrés, *grandiosement* enterrés, et, parmi les centaines de blessés, quelques-uns pourront bien encore mourir; mais on n'en saura rien : un grand trouble n'en persiste pas moins, une ombre mystérieuse et quelque peu louche plane sur cette affaire, sur ce drame, sur cette tragédie... Mais pourquoi, grands dieux, encore une fois, toute cette histoire sanglante ? Il était si facile de l'éviter et l'on pouvait si aisément laisser nos ex-Croix-de-Feu faire tranquillement leur petite réunion anodine et, d'ailleurs, *autorisée* — autorisée, je le répète, par le gouvernement du Front populaire! Fascisme assassin ? Mais le choc fatal n'eut pas lieu entre les Croix-de-Feu et les communistes, il eut lieu entre les communistes et la police, la police de Blum ! Provocation ? Mais, vraiment, devons-nous avoir l'épiderme si sensible qu'au moindre signe de vie des ex-Croix-de-Feu, nous allons nous mettre sens dessus dessous ? et, en tous cas, s'il y a eu provocation, n'est-ce pas, comme on dit, *tomber dans le panneau*, que d'y répondre de la sorte? Est-ce là, d'ailleurs, une conception de la liberté admissible que celle qui ne permet qu'aux amis et aux amis de nos amis de se réunir? et faudra-t-il croire que rien ne ressemble plus à un fasciste qu'un... antifasciste? Faudra-t-il décidément ne voir en eux que des *...frères ennemis*, et aussi... *dictatoriaux* l'un que l'autre ? La disproportion entre la cause et les effets, si elle n'était tragique, si elle n'avait tourné au tragique, serait dérisoire, ridicule, grotesque : toute cette émotion, tout ce drame, pour une réunion paisible de 500 personnes dans un cinéma! Cinq morts, des centaines de blessés... Ah! les morts, les pauvres morts, sont de grands innocents; mais que dire de ceux dont ils sont les innocentes victimes! Canailles *ou* imbéciles! Imbéciles *et* canailles?

⁂

« Les communistes ont fait glisser Blum dans le sang ouvrier », écrit dans son canard Jacques le... Fataliste, je veux dire le Dionysien; Blum n'a pas encore *glissé*, mais il est certain que ce sang est sur ses mains et y restera. Mauvais signe; signe fatal : le *sang ouvrier*, dans nos temps modernes, c'est... *sanguis martyrum*, et quiconque le verse, directement ou indirectement, est marqué! Aussi, le plus *embêté* dans toute cette affaire, c'est bien lui, c'est bien notre cher Blum, et j'attendais son discours avec curiosité. Pensez donc, tout allait si bien! L'emprunt venait d'être couvert en quelques heures, le fameux emprunt de la Défense Nationale, à propos duquel on aurait pu, certes, répéter le fameux « pas ça ou pas vous ! »; la bourgeoisie était rassurée, elle avait sorti ses argents, un calme relatif régnait, la « trève de l'Exposition » était ouverte... et voilà cette histoire, cette *malencontreuse* histoire qui éclate dans ce ciel rasséréné, comme un coup de tonnerre de très fâcheux augure ! Ah, vraiment, ce n'est pas de chance ! Bien la peine d'être allé à Canossa, d'être passé sous les fourches caudines des Banques et des Trusts, de s'être mis la corde au cou, de prêcher *la pause*, le calme, la trève... On comprend l'émotion de Blum. Et il y a, dans son discours, des traces évidentes de mauvaise humeur. Pour une réunion anodine, mettre toute une cité ouvrière en effervescence: ah, ce Honel et cet Auffray — un ami pourtant — quels maladroits ! quels... imbéciles ! On peut faire des fautes, faute n'est pas compte, mais, ici, ce n'est pas d'une faute qu'il s'agit, c'est d'une... *erreur*! et, vous comprenez, pour notre Blum, si intellectuel et si stendhalien, une faute s'excuse, mais une erreur est impardonnable. Tout, encore une fois, allait si bien, la France venait d'étonner le monde, une fois de plus, par sa faculté de redressement et de rayonnement, et ces *gaffeurs* qui me font glisser ou risquent de me faire glisser dans le sang, dans le sang ouvrier, moi, Blum, moi chef socialiste d'un gouvernement de Front populaire! Ah, sans doute, les *réactions populaires* sont parfois nécessaires, je ne vais pas dire le contraire, pardi, puisque c'est grâce à elles que je suis au pouvoir; mais il y a temps pour tout, que diable, et je ne veux pas dire non plus qu'elles ne seront plus jamais nécessaires, je ne joue pas au prophète, je n'ai pas le secret de l'avenir; mais, sapristi, pour le moment, du calme, mes amis,

faisons la pause (1), ouvrons la trêve de l'Exposition; voilà que j'ai un peu d'argent en caisse, je puis souffler, et mon grand argentier aussi, on pourra passer, sans trop d'ennuis, les six mois que durera l'Exposition, laquelle, je l'espère bien, sera *un grand succès*, et ranimera tout à fait une économie languissante, qui commence à se réveiller un peu, tout de même, il y en a des signes évidents et indéniables... Et puis vlan, patatras! Voilà ces maladroits qui me jettent dans les jambes cette affaire de Clichy, ce drame, cette tragédie : cinq morts, des centaines de blessés! Ah, cette fois, il y aurait de quoi rendre son tablier et rentrer sous sa tente, comme Achille! Et, par là-dessus, cette grève d'une matinée, était-ce bien indiqué ? cela rimait-il à grand'chose? Sans doute, sans doute, grève de deuil et de solidarité! il fallait bien un exutoire à l'émotion ouvrière, mais il ne faut tout de même pas abuser des bonnes choses! Il y a des armes dont on ne doit se servir que de temps à autre et à bon escient; sinon, on les use vite, et, à force de crier *au loup*, sans motif sérieux, il arrive que ... plus personne ne bouge! Si vous continuez de ce train, malgré mon arbitrage obligatoire et ma loi sur la presse, et toutes mes grandes réformes — vous allez me rendre la vie impossible, et je ne pourrai pas toujours rester ainsi sur la corde raide, rassurant la bourgeoisie d'un côté et calmant les masses de l'autre ! Ce n'est pas une position sociale, cela, voyez-vous, mes amis, il faudrait tout de même bien le comprendre, et ne pas compliquer à l'envi une situation déjà difficile en diable, et essayer surtout de me faire glisser dans le sang, dans le sang ouvrier! Ma dialectique est subtile; j'appartiens, n'est-ce pas, à une race qui n'en manque pas, de subtilité, pas plus en politique qu'en affaires, en musique, en mathématiques ou en philosophie; mais, tout de même, la subtilité ne suffit pas toujours ni... à tout, et il ne faudrait pas m'obliger à employer *la force*, cette chose horrible, pour laquelle je n'ai vraiment pas de disposition ni de goût...

⁂

Mais enfin, encore un coup, pourquoi tout ce grabuge, à propos d'une réunion anodine ? *Is fecit cui prodest*, dit le vieil adage latin, et à qui donc cela pouvait-il profiter ? Chercher qui a tiré le premier coup de feu et déclanché la bagarre, peine perdue; l'enquête, comme toutes les enquêtes du monde, je le répète, ne trouvera et ne prouvera rien. Il faut s'élever à des considérations générales, et tirer de l'examen de la situation la clef du mystère, car l'affaire reste mystérieure, malgré tout et malgré l'analyse de Blum! Des éléments suspects se sont mêlés, dit-on, aux manifestants: mais d'où venaient-ils, ces éléments suspects? par qui payés? Etait-ce des Croix-de-Feu, qui voulaient couper Blum des communistes et briser ainsi le Front populaire? Etait-ce des révolutionnaires extrémistes, mécontents de la *pause* et de l'emprunt de Défense Nationale ? La 2e tranche de celui-ci venait d'être couverte, dans la journée, en quelques heures; c'était un succès inouï, inespéré, les milieux gouvernementaux nageaient dans l'euphorie: des *extrémistes* ont-ils donc voulu troubler cette euphorie et rappeler, brutalement, que *rien n'était résolu* et qu'il ne fallait pas s'abandonner aux souffles printaniers de l'optimisme officiel ? Il est certain que les derniers actes du gouvernement de Front populaire avaient eu de quoi décontenancer et mécontenter les vrais révolutionnaires: hausse des prix de la vie rognant la hausse des salaires; inauguration de la *pause*, laissant prévoir un **arrêt** — pour combien de temps? — dans l'exécution du programme du Front populaire; et, surtout, surtout, cet emprunt de Défense Nationale, engagé dans les conditions où il a été engagé, par accord avec Londres et New-York, et donnant de tels avantages aux Banques et aux Trusts, qu'il semble bien qu'on s'est *lié* et mis la corde au cou et qu'on ne pourra plus, la soi-disant *pause* terminée, repartir du pied gauche; « pas ça ou pas vous », pourrait-on dire encore un coup, très légitimement, à Blum, et pourquoi cet emprunt? où nous menez-vous? Vous surarmez, l'Angleterre surarme: est-ce que, par hasard, les trois grandes Ploutocraties ne prépareraient pas une autre *grande guerre*, pour mettre *knock-out*, définitivement cette fois, cette Allemagne qui a l'audace de relever la tête? et la soi-disant lutte des puissances *libérales* et *démocratiques* — puissances surtout ploutocratiques — contre le fascisme n'aurait-elle pas pour but de venir à bout des nations qui représentent, contre l'Or, la force du Sang et du Sol, comme disent nos hitlériens ? Et les socialistes ne joueraient-ils pas, une fois de plus, le rôle de « satellites de la Ploutocratie », de cette Ploutocratie, à qui la Démocratie sert de masque si adéquatement et si astucieusement ? La « grande guerre », on le sait, avait été la tentative, pour les peuples dits démocratiques, d'expulser du corps de l'Europe cette Allemagne anachronique et moyen-âgeuse, dernier vestige de l'Ancien Régime et de la Féodalité; et l'on avait bien cru qu'en effet, l'Allemagne ayant été vaincue, le monde allait connaître les bienfaits ineffables de la Paix bourgeoise; mais, hélas, quelle déception! (1). Non seulement on

(1) La pause, voyons, ce n'est pas difficile à comprendre! Je ne me suis pas engagé à réaliser le socialisme, tout de go; je me suis engagé à tâcher de remettre en marche une économie capitaliste bloquée, et il faut bien que celle-ci ait le temps de *digérer* les conditions nouvelles conquises par le prolétariat et de s'y adapter. Mon expérience est faite pour voir si cette économie est encore compatible avec une élévation sérieuse du *standard of life* des classes laborieuses; mais, pour qu'elle soit loyale et tout à fait concluante, il faut lui donner le temps *de l'accommodation* et ne pas trop l'esbrouffer. Voilà ce que signifie la pause, pas autre chose! — Oui, sans doute, et c'est très plausible; mais la question est de savoir, si l'on ne s'est pas trop lié les mains et si l'on pourra *repartir*, la pause une fois terminée. D'où l'inquiétude ouvrière.

(1) Sorel (*Matériaux d'une théorie du Prolétariat*, p. 43, à la fin de son *Avant-propos*) écrit en note: « La défaite de l'Allemagne marque-t-elle la fin de l'aristocratie féodale de la vieille Prusse ou celle de la bourgeoisie libérale? Je serais tenté de penser que cette seconde hypothèse est plus vraisemblable que la première. » Et, en effet, l'hitlérisme, dans cette Allemagne, qui est à la fois militaire et prolétarienne — d'où le national-socialisme — plus il se développe et plus il s'appuie sur la *Reichswehr*, c'est-à-dire sur la vieille Prusse; et la bourgeoisie libérale a été écrasée, coincée qu'elle était entre les Junkers et le prolétariat : la

eut tout de suite la surprise de cette Révolution russe, menace directe, grave et inattendue pour la civilisation dite occidentale, mais on vit l'Allemagne se redresser assez rapidement; Guillaume II avait été écarté — Guillaume II, le dernier *roi de droit divin*; mais voici que Hitler l'a remplacé, et qu'il arbore des idées et des prétentions plus... moyen-âgeuses encore que Guillaume II; il est *antisémite*, il est *raciste*, il brûle des livres en place de Grève, il se croit... un élu de Dieu! Les capitalistes, sans doute, l'ont bien aidé à se pousser au pinacle: ne fallait-il pas écarter, avant tout, le danger communiste? Mais, diable, pour nous, bourgeois, qui avons la prétention de rester fidèles, *au moins en apparence*, à notre idéal libéral et démocratique, c'est un allié et un soutien bien ... dangereux, bien embêtant et bien compromettant; il faut nous débarrasser de lui! Maintenant que, d'autre part, la Russie dite soviétique est devenue plus sage et que Staline y règne en despote absolu et l'a fait rentrer à Genève dans notre giron sacré, à nous, nations libérales et démocratiques, alors que l'Allemagne, *relapse* indécrottable et *infidèle* endurcie, s'en est écartée, eh bien, il n'y a plus à hésiter: nous avons raté notre coup en 1914-18, il faut « remettre ça, et casser les reins, pour de bon cette fois, à cette Allemagne qui est, pour notre civilisation bourgeoise, un vrai *pudendum :* s'il faut pour cela une nouvelle « grande guerre », tant pis ou ... tant mieux! Encore une fois, il n'y a plus d'hésitation à avoir, ni de scrupule à se faire : la cause de la « ploutocratie démagogique » — disons, plus noblement, de la Civilisation Occidentale — est sacrée; cela nous coûtera terriblement cher, c'est possible, c'est certain, mais plaie d'argent n'a jamais été mortelle, et cela nous permettra, au moins, de résorber dans le sang ce chômage irrésorbable, cette plaie qui ne veut pas se fermer et qui saigne toujours à notre flanc, entretenant dans nos masses ouvrières une effervescence dangereuse. Il y aura des ruines? Eh oui, et immenses et incalculables; mais... encore une fois, tant mieux, car il y aura aussi, pour les réparer, du travail sur la planche! Le capitalisme, comme Dieu lui-même, n'est-il pas infini ?

⁂

Fascisme, antifascisme ... Fascisme provocateur, fascisme assassin, cela devient une rengaine! Mais voyons, dans cette affaire de Clichy, il est évident que le fascisme n'a joué qu'un rôle bien secondaire, bien anodin, bien inoffensif; il n'a été qu'un prétexte! Si notre analyse de la situation générale est exacte, si, sous couleur de combattre le fascisme, l'antifascisme ou ... fascisme de gauche nous mène à la guerre, à une nouvelle « grande guerre », où il s'agirait, pour les nations dites libérales et démocratiques, en réalité ploutocratiques, d'avoir la peau des nations dites autoritaires, quel est l'intérêt profond, l'intérêt essentiel du grand capitalisme, à l'heure actuelle ? Une affaire comme celle de Clichy, avec cinq morts et des centaines de blessés, ce qui suppose une vraie fusillade, aurait dû, normalement, susciter une émotion énorme, tant du côté populaire que du côté réactionnaire; or, s'il y a eu émotion, elle est déjà calmée, on a fait aux victimes des funérailles grandioses, une enquête a été ordonnée et suit son cours, mais on ne voit pas que fascistes et antifascistes l'aient beaucoup ... exploitée, cette émotion, comme on aurait pu ou dû s'y attendre; elle semble, au contraire, avoir plutôt gêné les uns et les autres et que, d'un commun accord, comme par entente tacite, on veuille plutôt, comme on dit, « noyer le poisson ». Qu'est-ce à dire ? Serions-nous donc en présence d'une de ces « réactions populaires » qui troublent et dérangent les plans savants de nos états-majors ? Il faut, c'est entendu, entretenir l'émotion populaire antifasciste, alerter les gens et crier à la « provocation », autant de fois qu'il est nécessaire; mais s'il y a des gens, des « agents provocateurs », qui prennent les choses trop au sérieux, et même au tragique, ah, ce n'est plus de jeu! attention, et gare à nous! Ne nous laissons pas déborder! On a parlé des « trotskistes » et c'est significatif: Trotski est la *bête noire* de Staline; Staline a fait rentrer la Russie dans le circuit des nations capitalistes, il joue son jeu dans la préparation de la nouvelle « grande guerre »; déjà, en juin, lors des « grèves sur le tas », on a parlé de « trotskisme »; cela devient, le thème trotskiste, la « tarte à la crème » de la situation! La presse bourgeoise, en général, est pour Staline, et cela se comprend : avec Staline, la révolution russe s'est comme tassée, nationalisée; Staline ne songe plus à faire rayonner la Révolution sur le monde entier; la Russie, avec lui, s'est ... assagie; on peut causer avec elle et même contracter alliance. Staline, sans doute, est un dictateur; il ne diffère guère de Mussolini ou d'Hitler dans ses procédés gouvernementaux, plus brutaux encore, si posible; mais qu'importe! Ce n'est que pour la galerie que nous sommes « libéraux et démocratiques »; notre libéralisme est à fleur de peau et arboré seulement pour entraîner derrière nous les masses populaires, toujours prêtes à se laisser dindonner et à nous emboîter le pas. Trotski, au contraire, représente encore la révolution à l'éclat virulent et propagateur universaliste; il ne s'est pas encore nationalisé, c'est-à-dire embourgeoisé: dans toute « réaction populaire », il faut donc dénoncer son action et son influence; il est *le danger*, le nuage noir à l'horizon; haro de ce trouble-fête (1) !

Comprend-on maintenant l'affaire de Clichy? Il faut entretenir, c'est entendu, l'agitation antifasciste, on répond donc à la « provocation » par une contre-manifestation; mais cette contre-manifestation tourne au tragique, un choc a lieu entre des « agents provocateurs » et la police de Blum; il y a cinq morts et des centaines de blessés; diable, les choses se gâtent, gare à ne pas rompre la cohésion du Front populaire. Consternation d'abord et flottement;

pauvre république de Weimar n'a pas vécu bien longtemps, à peine ce que vivent les... rosses, et s'est laissé dissoudre, sans opposer la moindre résistance, bien que la fameuse et puissante Social-Démocratie en fût le centre et le cœur.

(1) Il ne faut pas, d'ailleurs, se faire d'illusions sur Trotski, et je ne suis nullement trotskiste. Trotski n'a pas sur les syndicats et le syndicalisme révolutionnaire une autre opinion que Lénine lui-même et il ne serait pas, au pouvoir, plus « libéral » que Staline. Mais, sur le plan international, il représente la révolution russe originelle et restée universaliste: Staline et la bourgeoisie ont donc intérêt à faire de lui un épouvantail!

inquiétudes et menaces; que se passe-t-il ? Mais l'affolement ne dure guère; on déclanche une petite grève nationale pour calmer l'émotion ouvrière; on fait aux victimes des funérailles ...grandioses; une enquête est ordonnée, qui durera assez longtemps pour que l'oubli se fasse, et... le tour est joué: les états-majors, un instant désarçonnés, ont repris leurs troupes en mains; on noiera la réaction populaire contre la pause et l'emprunt dans le *slogan* de l'antifascisme, je veux dire du fascisme provocateur et assassin; le Front populaire sera reconsolidé et restera au pouvoir... pour l'instant, car on espère bien que Blum *touché* (il a maintenant du *sang ouvrier* sur les mains) ne pourra plus longtemps s'y maintenir; on l'y laissera peut-être pendant « la trève de l'Exposition »; mais, aussitôt après, on le débarquera pour mettre à sa place un grand ministère de Salut public et d'Union sacrée, où nos staliniens ne dédaigneront pas d'entrer, et la « marche à la guerre » reprendra, sans heurt, son cours inexorable...

⁂

Cinq morts, des centaines de blessés!... Imagine-t-on, encore une fois ce qu'en d'autres temps un tel événement eût déterminé, quelle émotion énorme il eût produite ? Aujourd'hui, c'est déjà calmé, sinon oublié; fascistes et antifascistes se sont regardés, et ont semblé se dire: eh, que se passe-t-il ? Attention, voici la révolution qui, peut-être, veut rentrer en scène! Il y a toujours ce damné de Trotski; sans doute, il est là-bas, bien loin, exilé au Mexique, mais son influence reste grande! Ne laissons pas ce troisième larron venir troubler le jeu! L'emprunt de Défense Nationale a été vivement et bellement enlevé; c'est bon signe; l'Union sacrée est en bonne voie; M. de Kérillis, lui-même, ne veut pas passer pour ne pas l'avoir voté, cet emprunt sacré: la France, n'est-ce pas, avant tout! La société bourgeoise, dans ses formations essentielles, de droite ou de gauche, sait redresser son front, en temps voulu; nous avions eu déjà, naguère, à la Chambre, une séance touchante de « réconciliation nationale », où socialistes et communistes avaient tendu la main à Ybarnégaray; les communistes ne sont pas, d'ailleurs, gens si terribles, puisqu'ils parlent, eux aussi, de « Front français », qu'ils veulent « la France forte, libre et heureuse » et qu'ils embrassent pieusement le drapeau tricolore; les socialistes sont restés, peut-être, plus dangereux qu'eux, mais Blum est maintenant compromis et touché: il a fait voter l'emprunt et il a du sang ouvrier sur les mains; on le liquidera à la première occasion, et nous formerons le *grand ministère de Salut public*, que Buré préconise, avec le petit Reynaud, le grand Flandin et les... staliniens; et les trublions — de droite ou de gauche — on saura les écarter à temps; voyez ce Degrelle, en Belgique, l'archevêque de Malines est intervenu juste à point pour lui casser les reins! Quant au syndicalisme révolutionnaire, le voici empêtré dans les nasses politiciennes; les communistes sont arrivés à le brider, et la C.G.T. est aux mains des ex-unitaires: ah, ils ont voulu, à tout prix, l'unité syndicale, nos benêts de syndicalistes révolutionnaires, eh bien, ils l'ont, mais elle est réalisée au profit de ceux qui ont toujours mis les syndicats au service des politiciens, et la grève ne sera plus désormais qu'un instrument entre leurs mains! Le tour est joué! La démagogie syndicale, simple extension de la démagogie politique sur le terrain ouvrier, prendra tout son essor, jusqu'au jour où, le pays et les travailleurs eux-mêmes, fatigués de ces grèves politiques déclanchées à tout propos et hors de propos, salueront quelque nouveau César ... comme en Italie, où, après deux ans « d'anarchie spontanée » et de « grèves chroniques », Mussolini est venu boucler tout le monde et rétablir l'ordre, l'ordre pur et simple, indispensable à toute société qui veut vivre ! Anarchie ou césarisme, disait Proudhon; et l'on sait ce qu'il entendait par *anarchie*, qui n'était nullement ce qu'un vain peuple pourrait penser, mais un ordre supérieur, un ordre libre, par rapport à quoi l'ordre gouvernemental n'est qu'un affreux désordre; mais si la démocratie tourne inévitablement en démagogie, et l'histoire n'en a donné que de trop nombreux exemples; si la soi-disant anarchie n'est que le grabuge à l'état endémique et permanent, eh bien, les peuples ne laissent pas d'en être vite fatigués et, comme les grenouilles de la fable, ils ont tôt fait de rappeler un Roi ou de se prostituer à un quelconque Dictateur! Proudhon conviait la classe ouvrière à s'élever à la hauteur d'un *nouveau patriciat*; mais las! elle retombe sans cesse, comme les affranchis, sous la coupe des démagogues. Et c'est à désespérer de voir jamais se réaliser un mouvement syndical qui pût, légitimement, se réclamer de Proudhon, de Marx et de Sorel, c'est-à-dire vraiment autonome et maître de ses destinées, ayant de son caractère de classe une conception claire et de l'*honneur ouvrier* une idée élevée! Voyez cette Exposition, dont Blum espère ou espérait monts et merveilles: il l'a présentée comme étant l'Exposition du Front populaire et comme devant être la démonstration éclatante de la capacité économique du prolétariat organisé; elle serait prête, elle devait être prête pour le 1er mai, transformé en Fête nationale. Eh bien, en fait, elle ne sera pas prête, le travail se fait au ralenti, car les vingt mille ouvriers qui y sont concentrés craignent, cette Exposition terminée, de se trouver sans travail, puisque Vincent Auriol a supprimé de son budget 6 milliards destinés aux grands travaux; et l'on en est à se demander si, comme en 1848, ces nouveaux *ateliers nationaux* ne vont pas déclancher de nouvelles Journées de Juin! L'histoire, hélas, se répète souvent et les mêmes causes ont toujours les mêmes effets: la politique démocratique (1), qui pè-

---

(1) « Trente jours de dictature, écrit Proudhon (*Solution du problème social*, p. 86) ont mis à nu l'impuissance et l'inanité de la démocratie. Tout ce qu'elle possédait de vieux souvenirs, de préjugés philanthropiques, d'instincts communistes, de passions discordantes, de phrases sentimentales, de tendances antilibérales, en un mois, a été dépensé. Elle a emprunté à l'utopie et à la routine; elle a consulté les empiriques et les charlatans; elle a tendu la main aux agioteurs émérites; elle s'est fait prêcher par les clercs de la basoche; elle a reçu l'eau bénite de Monseigneur. Or, dans tout ce que la démocratie a proposé, décrété, débité, fulminé depuis un mois, qui oserait dire que le Peuple se soit une fois reconnu ? » Ce que Prou-

che toujours par la facilité, ne peut amener que les mêmes situations tragiques! Il aurait fallu, évidemment, que les syndicats ouvriers tinssent à honneur de terminer, au temps promis et à la date fixée, l'Exposition, comme si elle était vraiment *leur* Exposition; mais comment la conception de *l'honneur syndical* pourrait-elle se développer avec ce mélange obscène de démagogie et de croyance, comme disait Marx, au « surnaturel démocratique »? Le syndicalisme ne peut amener un progrès moral que s'il reste autonome et que s'il se débarrasse de tout alliage avec les Partis, démembrements de l'Etat-Providence et pourvoyeurs d'illusions faciles: droit syndical, honneur syndical, sentiment de la responsabilité lié à celui de la liberté — tout cela se tient; et le *nouveau pouvoir* — tout le pouvoir aux syndicats! — ne pourra se montrer digne de sa mission historique et capable de s'imposer moralement (2) que s'il se pénètre d'une conception élevée de ses responsabilités et de ses devoirs. Le prestige et l'influence des syndicats ont fait, depuis un an, des progrès énormes; on commence à voir se dessiner, nettement, la figure de ce *nouveau pouvoir;* la C.G.T. groupe actuellement cinq millions d'adhérents; mais il faut bien prendre garde que cette affluence ne devienne une cause de faiblesse et, au progrès *quantitatif,* il faudrait joindre maintenant un progrès *qualitatif,* c'est-à-dire un progrès moral. L'influence que les communistes — ces démagogues-nés — ont prise dans la C. G. T. ne permet guère d'espérer ce progrès moral, et le syndicalisme, par eux, est encore retombé dans l'ornière politicienne!

⁂

Fascisme, antifascisme; fascisme provocateur et assassin, cela devient — ce *leitmotiv* qui a servi, depuis le 6 février 1934, à exciter et à rassembler les masses populaires — une vraie rengaine, je le répète, et l'on continue à s'en servir pour entretenir l'émotion et l'agitation ouvrières; mais, pendant ce temps-là, comme dit la chanson, rien de sérieux ni *d'essentiel* n'est fait pour saper réellement la domination des *fameuses* 200 familles (ah, le beau *slogan* électoral!) qui restent bel et bien maîtresses de la situation et ont déjà repris passablement « du poil de la bête », puisque les Rist, Rueff et Cie sont redevenus les conseillers techniques de Vincent Auriol, après avoir été ceux de Laval. Où donc veut-on en venir ? La chose me paraît claire ! Après avoir essayé de la carte « fascisme de droite » avec La Rocque, mais celui-ci s'est révélé vraiment trop au-dessous de son rôle, on essaye la carte « fascisme de gauche », dite Front populaire; le capitalisme trouve dans nos gens dits de gauche, même socialistes, des instruments plus dociles que dans nos gens de droite, car il n'a pas toujours à se louer de Mussolini ni d'Hitler, qui, pour justifier leur national-socialisme, prennent parfois des mesures... embêtantes; avec nos gens de gauche, au contraire, et derrière le paravent démocratique qu'ils dressent entre nous et les masses, il nous est plus facile d'arriver à nos fins: Mercier n'est pas allé en vain en Russie et n'en a pas rapporté, pour rien, des impressions si favorables à Staline! On nous mène à une nouvelle « grande guerre »; l'Angleterre s'est décidée, après beaucoup d'hésitations, à se réarmer et même surarmer; on peut bien croire qu'elle n'a pas digéré l'affront que lui a infligé Mussolini dans l'affaire éthiopienne; et l'Allemagne, qu'elle avait bien pensé avoir abattue pour toujours en 1914-18, reprend décidément trop de puissance. Allons, le sort en est jeté! Le vieux lion britannique est long à s'émouvoir, mais il ne faut pas essayer de le braver trop longtemps; l'insolence italienne, comme l'effronterie hitlérienne, seront châtiées! Le dernier mot doit rester à la Ploutocratie; le front ploutocratique — Angleterre, Etats-Unis, France — est reformé; l'Or doit l'emporter sur le Sang et le Sol, mystiques d'un autre âge, mystiques de Moyen-âge; la Russie est rentrée dans le circuit des nations capitalistes et n'affiche plus, du point de vue révolutionnaire, de prétentions universalistes; l'Espagne, elle aussi, de ce point de vue, a cessé d'être dangereuse: la politique de non-intervention (1), favorable à Franco dans la mesure

---

dhon écrivait du gouvernement provisoire, en 1848, allons-nous donc être obligé de l'écrire du gouvernement de Front populaire, en 1937? L'expérience Blum a suscité des espoirs immenses; mais retirez de cette expérience ce qui est le résultat direct du mouvement de juin, mouvement spontané et vraiment populaire, qu'en restera-t-il? Après 10 mois, comme après 30 jours, la démocratie est à *quia* et fait... la pause! Je conseille, d'ailleurs, vivement, de relire cette *Solution du problème social* de Proudhon: il y a là des pages qui n'ont rien perdu de leur... actualité!

(2) Je dis *moralement,* car il ne s'agit pas seulement de s'imposer par la force. Si je comprends qu'une grève ne peut réussir qu'en réunissant l'unanimité ouvrière et que cette unanimité, on ne peut guère l'obtenir que par des moyens de contrainte — la grève, c'est la guerre! — je comprends moins qu'on refuse tout travail, par exemple, à tous ceux qui ne sont pas syndiqués: c'est agir comme en Russie où quiconque n'est pas *dans la ligne* est condamné à mourir de faim! Le *syndicalisme obligatoire* est à mettre dans le même tonneau que l'arbitrage obligatoire et autres farines du même sac. Je rappellerai ici les réflexions que fait Sorel à la fin de sa *Ruine du monde antique,* conclusions : « Les nouveaux saint-simoniens raisonnent comme les hommes d'Eglise; leurs procédés de critique sont tout aussi abstraits et le résultat tout aussi faux; leurs tendances sont si ecclésiastiques qu'ils peuvent aller dans les congrès cléricaux sans les déparer. Ils veulent, eux aussi, opérer un transfert, mais vers l'Etat, quelques-uns se contentant d'un contrôle, les autres voulant une administration complète. On ne voit pas très bien ce que gagneraient les ouvriers à cet échange, et, peut-être même, la solution saint-simonienne serait-elle plus mauvaise que l'autre: dans une société où coexisteraient l'Etat, l'Eglise et les patrons, il y aurait quelque chance de trouver des joints pour n'être pas complètement écrasé, en toute circonstance; mais que ferait-on, quand l'Etat serait tout seul, absolu au temporel et au spirituel, plus absolu que le pape, puisqu'il aurait pour représentants *les hommes de la Science?* « L'oppression exercée au nom d'un principe spirituel, dit Renan, est la plus dure; le tyran laïque se contente de l'hommage du corps; la communauté, qui a la force d'imposer ses idées, est le pire des fléaux. » L'Etat dit soviétique est bien cela et ne tolère aucune liberté: que l'Etat syndical prenne garde à ne pas trop ressembler, comme le voudraient nos ex-unitaires, à cet Etat dit soviétique!

(1) Cette *farce,* où s'étale à plein la profonde hypocrisie des nations dites libérales et démocratiques, face au cynisme des nations dites autori-

où il ne fallait pas laisser les anarcho-syndicalistes prendre trop de pied, va aboutir à une médiation, où une Espagne pseudo-républicaine, voire même monarchique, ni fasciste ni syndicaliste en tous cas, l'emportera; la France du Front populaire est, elle aussi, *neutralisée*; il se formait une « gauche révolutionnaire » à tendances trotskistes, mais la voici dissoute, et l'affaire de Clichy, qui était peut-être bien *un coup* de cette gauche, est classée: Blum, que cette affaire a *seul* touché, sera sans doute obligé de s'en aller. Mais, encore un coup, nous formerons, avec les radicaux et nos staliniens superpatriotes, un grand ministère de Salut public, qui, sans toucher à ce qui est acquis, nous permettra de *digérer* ce que nous avons dû avaler de force, et surtout imprimera à la « marche à la guerre » une allure décidée et décisive. Le drame de Clichy n'aura été qu'un remous un peu inquiétant d'abord, mais vite canalisé, de ces forces révolutionnaires que la pause et l'emprunt avait inquiétées; ni les fascistes ni les antifascistes ne l'ont trop exploité; la « trêve de l'Exposition » est ouverte. 1878 a suivi le 16 mai; 1900, l'affaire Dreyfus; il était normal que 1937 suivit le 6 février, avec sa conséquence immédiate, le Front populaire. Le monde veut souffler un peu; une « kermesse internationale » n'est pas mauvaise, à ce point de vue; à demain, les affaires sérieuses!

Edouard BERTH.

---

taires — et Louzon en a signalé des traits incroyables — est bien conforme à l'esprit de la Ploutocratie et à sa politique. Nos conservateurs anglais ne pouvaient être, c'est évident, bien favorables à l'Espagne républicaine, et Franco devait, au fond, leur aller beaucoup mieux; mais, ayant à faire à un travaillisme remuant, qui est toujours sur leurs talons et à une opinion publique plutôt sympathique aux loyalistes espagnols, ils ont dû louvoyer et biaiser passablement, pour ne pas trop les alerter et les mécontenter. S'ils ne pouvaient *tolérer*, eux non plus, le triomphe des anarcho-syndicalistes, il ne fallait pas davantage que Franco l'emportât trop ouvertement: ni fascisme, ni syndicalisme révolutionnaire, telle était leur idée maîtresse; et en louvoyant et en atermoyant, ils comptaient que le temps userait assez les deux partis espagnols aux prises, pour permettre, finalement, une médiation dans le sens soit républicain modéré, soit même monarchique, c'est-à-dire le sens qui plaît à la Ploutocratie, toujours amie des solutions et des positions moyennes. (Voir, à ce sujet, ce que dit Nietzsche, *Volonté de Puissance*, T. II, p. 198). Quant à Blum, voulant avant tout *s'aligner* sur Londres et New-York, il ne pouvait que suivre l'Angleterre, bien docilement, bien sagement. C'est la France qui, soi-disant, a pris l'initiative de la *farce*; mais l'Angleterre, évidemment, n'aurait pas admis une autre politique que celle de la non-intervention. Alors, *à droite* ou... à gauche (parfois, il n'y a pas grande différence) *alignement!*

Les tout derniers événements et la formation du ministère Negrin confirment pleinement mes suppositions : les *anarcho-syndicalistes* n'en font pas partie, comme de juste, car on va les éliminer ou... les écraser, s'ils résistent — et la voie de la *médiation* sera ouverte : Moscou, Londres et Paris nous préparent une Espagne que la Ploutocratie pourra *tolérer* — ni *vieille* ni *nouvelle*, une Espagne moyenne, encore très suffisamment bourgeoise. Et la *farce* sera jouée.

Inconscience de savant

M. Louis Lapicque, « membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne », a publié dans *France-U.R.S.S.* (avril) ses *Impressions d'un physiologiste en U.R.S.S.* On pourrait s'attendre de sa part à quelques observations pénétrées d'esprit scientifique ou tout au moins de simple bon sens. Ces pages sont, au contraire, d'une inconscience qui frise l'énorme à chaque ligne. De la vie à Léningrad, M. Louis Lapicque nous dit seulement ceci:

« Rien n'indiquait ni misère, ni terreur. A un second examen, on remarquait l'abondance de la police d'ailleurs impeccable d'allure et bien stylée; des magasins relativement peu nombreux et peu fournis, et surtout des moyens de transport insuffisants.

« Mais, pour nous, congressistes, il y avait des autos de tourisme qui étaient venues nous prendre aux gares et qui restaient à notre disposition devant les hôtels. Hôtels parfaitement tenus, leurs somptueux appartements remis en bon état, repas abondants, variés, bien cuisinés... » Vingt lignes de ce style prospectus suivent pour annoncer finalement aux touristes (cossus et bien pensants, naturellement) qu'ils trouveront « à Léningrad et Moscou toutes leurs aises. » Une seule privation: pas de café. Et encore cette perle d'ingénuité:

« Le touriste ne se voit jamais imposer l'ange gardien dont on a tant parlé; il trouve un guide complaisant quand il le demande... » Plus complaisant encore envers la police qu'envers le client, ce guide, voilà ce que la perspicacité du savant professeur n'a pas su discerner.

M. Lapicque s'est émerveillé des trois laboratoires de feu Pavlov, probablement faits d'ailleurs autant pour l'émerveillement des naïfs mandarins de l'étranger que pour le travail scientifique. Qu'il nous permette de lui indiquer ici plusieurs questions, sur lesquelles nous lui conseillons vivement de se renseigner avant de traiter en toute ignorance et jobardise de la vie et de la science en U.R.S.S.:

Combien de collaborateurs du physiologiste Pavlov ont été et sont encore en prison, en déportation ou dans les camps de concentration?

Combien de travailleurs de la science ont passé par là au cours des dix dernières années?

(Nous croyons savoir que c'est le plus grand nombre.)

Combien y sont encore?

Nous croyons savoir que le nombre des travailleurs de la science persécutés à divers degrés, sous les prétextes les plus variés, est plus grand en U.R.S.S. que nulle part ailleurs, — ce qui les met sur le même plan que l'ensemble des travailleurs.

S.

La Semaine Sanglante

par le Père Peinard

Ah! nom de dieu, quelle terrible date que celle-là. J'en frémis encore chaque fois que j'y pense.

C'est pas la *semaine sanglante*, mais le *mois sanglant*, qu'on devrait appeler la fin de mai et le commencement de juin 1871. Cette épouvantable boucherie a duré en effet jusqu'au milieu de juin.

Je revois mon pauvre Paris d'alors, tout dépenaillé par la lutte. Il avait une mine de deuil qui vous prenait à la gorge; on aurait voulu crier, on ne pouvait pas.

Paris fut chouette, comme dans toutes les grandes occases. Il fut superbement héroïque: « Puisqu'il faut faire le grand saut, tant pis, du moins faisons-le sans rechigner », disait plus d'un.

Si il y eut des salops qui dénoncèrent un tas de pauvres diables, il y eut aussi, et en grande quantité, de bons fieux, qui, sans être pour la Commune, cachèrent des fédérés et les sauvèrent des hyènes versaillaises.

Nom de dieu, ce que le populo avait le cœur serré. Le beau rêve s'envolait, disparaissait dans une mer de sang; la fosse commune tenait place du bien-être commun qu'on avait voulu réaliser.

Dans les mansardes et les petits logements, la gaieté était de sortie. Fallait voir ce que les faubourgs étaient tristes. C'est qu'il n'y avait pas de famille où il ne manquât quelqu'un à l'appel.

Souvent le père ou le fils, des fois la mère. Y en avait où les pauvres mômes étaient seuls, rôdant de droite à gauche.

Les absents étaient restés là-bas, derrière quelque barricade, ou bien, les pieds en sang, faisaient la route de Paris à Versailles.

Et quelles transes on avait, quand au bas de l'escalier, se cognaient sur les dalles les crosses des soldats. Il n'y a pas de maison où ils ne soient entrés, sans laisser des traces de leur passage. A défaut de grandes personnes, ils assommaient les gosses.

⁂

Ah! chrétiens, que venez-vous nous chanter avec le chemin du calvaire de votre Jésus!

Cinquante mille bons bougres l'ont fait leur calvaire, en 1871. De Paris à Versailles, il y a plus loin que de Jérusalem à Golgotha.

C'était pas des soldats romains qui les conduisaient, mais des soldats français.

Et sur cette route où ils se traînaient, les malheureux vaincus, méli-mélo: vieillards et jeunes gars, femmes enceintes et gamins, estropiés et blessés, il ne fallait pas faiblir, sans ça gare! Si on restait en arrière esquinté de fatigue, un coup de crosse ou une balle de revolver vous donnait vivement le coup de grâce.

Et les crachats pleuvaient, allez. Les injures, j'en parle pas, nom de dieu. Autre chose encore: les putains de la haute, du bout de leurs ombrelles, cherchaient les blessures pour les aviver. Les gommeux, cigare au bec rigolaient; ils insultaient les gonzesses. Ils ont du courage, les lâches quand y a pas de danger.

Pour votre Jésus, un type s'est trouvé, qui l'a aidé à porter sa croix. Des femmes sont venues essuyer son visage.

Malheur à celui qui, sur le calvaire de Versailles, laissait passer un mot de pitié, un signe d'horreur et de dégoût. On le foutait dans la file, et oup! il allait à l'abattoir avec les autres: « C'était un communeux, puisqu'il plaignait un communeux!... »

Les soldats français étaient plus barbares que les soldats romains d'il y a dix-huit siècles!

⁂

Oh, je le sais, nom de dieu, c'est pas eux les coupables, les pauvres pioupious.

J'en connais plus d'un, mille tonnerres, qui verse des larmes de rage, à chaque coup qu'il pense aux crimes qu'on lui a fait commettre, à cette sale époque.

« Ah! je le jure, que ceux-là m'ont dit, à la Prochaine, c'est pas dans les rangs des Versaillais que je serai!... Mais voilà, en 71 je ne savais pas. On revenait d'Allemagne, Bismarck nous avait lâchés tout exprès pour que nous venions assommer les Parisiens. Et on nous en avait tant raconté, on nous avait tellement monté le coup, que nous pensions bien agir!

« On était furieux d'avoir été vaincus, furieux d'avoir été en Allemagne... et on se vengeait sur les Parisiens, puisque c'était de leur faute!...

« J'ai su depuis que les Prussiens de l'intérieur, c'était pas les Parisiens, mais les chefs versaillais... seulement il était trop tard, nom de dieu! »

Voilà ce que m'a dit plus d'un des types qui ont été soldats contre la Commune. C'est devenu aujourd'hui le sentiment de tous.

Le populo sait que les communards sont morts pour la Sociale, il leur sait gré de leur dévouement et avant qu'il soit longtemps il les vengera.

⁂

A tous les coups de trafalgar, quand le populo a eu foutu en déroute les salops qui le plumaient, il était content et croyait que toute la besogne était faite.

Il avait la victoire, il ne demandait rien de plus et ne cherchait pas à en profiter. Bonasse, il laissait les jean-foutres tranquilles, ne leur faisait pas de bobo, les protégeait même au besoin, — quoi, on ne peut pas être plus bonne tête!

Aussi nom de dieu, qu'est-il arrivé? C'est que d'abord épatés, tout prêts à faire des concessions, à céder tout ce qu'on aurait voulu, les riches et les puissants ont repris peu à peu leurs sens. A un moment donné, ils te sont tombés sur le poil des prolos, alors que ceux-ci se figuraient être à tout jamais débarrassés de cette racaille.

Et dame, une fois victorieux, ils ne font pas grâce. On leur a fait grâce à eux, raison de plus pour qu'ils soient féroces!

Nom de dieu, ils ont eu une frousse épatante, ils croyaient que c'était fini de rire; faut bien qu'ils fassent payer au populo la courante qu'il leur a foutue.

Et ils y vont si carrément, nom de dieu, que c'en est une épouvante: ils tuent, ils massacrent sans pitié!

Pardine, ils veulent rester les vainqueurs et ils se disent: « Si nous étions miséricordieux, le populo ferait ce que nous avons fait; il se recueillerait un moment et prendrait sa revanche un jour ou l'autre. Pour l'empêcher y a qu'un moyen, lui foutre une saignée qui le flanque à cul pour vingt ans.

« Dans vingt ans on a le temps de godailler, de faire la noce, d'ici là nous serons peut-être crevés... après nous le déluge! »

« Nos fistons verront ce qu'ils auront à faire, s'ils sont emmerdés par la nouvelle génération du populo, ils recommenceront l'opération. »

Reste à savoir si le populo sera toujours aussi pochetée. Il a acquis de l'expérience aujourd'hui, et au prochain chahut, il pourrait bien ne pas être aussi commode qu'il l'a été avant.

Les riches oublient qu'ils ont empli notre cœur de haine, et que, en outre de nos rancunes personnelles, nous avons un devoir, qui est sacré, nom de Dieu! celui de venger nos frères tués en 1871.

Quel est celui d'entre nous qui n'a pas eu un parent ou un copain de tombé dans cette grande bataille?

Et vous pensez, scélérats, que ces choses-là s'oublient? Allons donc! Le plus indifférent, à un moment donné, se sent pris d'une rage épatante.

Et allez, nom de dieu, à la Prochaine, on ira carrément. C'est pour de bon qu'on mettra les pieds dans le plat.

Vous nous avez appris à être impitoyables, nous le serons, mille millions de tonnerres! Nous le serons, parce que nous voulons que le prochain chambardement soit le dernier. Parce que nous en avons plein le dos, de vous voir boustifailler à gogo, tandis que nous ne mangeons pas à notre faim.

Nous serons implacables, oui. Parce que nous savons que si ce coup-là, nous étions à nouveau vaincus, les massacres de mai 1871, seraient de la foutaise, à côté des massacres que vous feriez.

Vous n'avez pas fait grâce, quand vous étiez victorieux, pourquoi donc, nom de dieu, que nous ouvririons notre cœur à la pitié ?

LE PÈRE PEINARD

(26 mai 1889).

Le gouvernement nous a-t-il évité la guerre ?

Le général Niessel, ancien membre du Conseil supérieur de la Guerre, vient de consacrer dans *Le Petit Niçois* une longue étude à la situation militaire de l'Allemagne et au péril qu'elle *peut* représenter un jour pour la France.

Cette étude est du plus grand intérêt pour nos points de vue particuliers puisqu'il en ressort nettement que la force militaire de l'Allemagne ne lui *permettait pas hier* et ne lui permet *pas encore aujourd'hui* d'aller sans la plus extrême des imprudences au delà de la menace et du bluff.

Plus d'un de nous en avait eu le sentiment et l'avait exprimé. Il est excellent que la confirmation nous en vienne d'une bouche particulièrement qualifiée. Nous voici désormais un peu mieux à même de savoir dans quelle mesure nous avons eu tort ou raison de critiquer l'action gouvernementale et *si vraiment le gouvernement de Front populaire nous a évité la guerre.*

L'étude du général Niessel peut être divisée en deux parties principales. La première sera relative à ce que l'Allemagne a déjà réalisé, et qui est considérable, dans le domaine de sa préparation à la guerre. Je ne m'en occuperai pas ici, car cela ne nous intéresse que relativement, — et au surplus ne nous apprendrait rien que nous ne sachions ou ne soupçonnions de l'effort de relèvement énorme accompli par l'Allemagne. La seconde partie concerne ce qu'il lui reste à faire pour avoir la possibilité de frapper avec chances de succès... si elle estime devoir s'y résoudre. Cette seconde partie, que je résumerai, doit établir s'il est extravagant ou seulement exagéré d'apprécier que l'Allemagne de Hitler — que nous ne confondrons jamais avec l'autre — s'est surtout armée d'une audace ... kolossale pour agir comme elle l'a fait.

Les journaux nous ont plus d'une fois appris que certains officiers supérieurs allemands conseillaient au Führer la prudence, c'est-à-dire déconseillaient les coups de tête, lui montrant l'armée telle qu'elle est réellement, trop faible encore sous le manteau éclatant de sa force, incapable présentement de supporter des attaques conjuguées possibles et redoutables, et surtout incapable d'en déclencher une ou plusieurs. Le général Niessel n'est pas d'un autre avis et cet avis peut se résumer ainsi sans dénaturer ou forcer sa pensée: L'Allemagne ne sera prête que *dans quelques années*; « son organisation militaire n'est pas encore au point; profitons-en pour parfaire la nôtre. » (C'est le titre même du dernier article de son étude — 18 avril, *Le Petit Niçois.*)

« *En 1914, les Allemands croyaient partir pour une guerre courte, fraiche et joyeuse. Ils sont tombés sur la bataille de la Marne. Ils n'ont pas envie de recommencer. Ils veulent toujours faire la guerre courte, fraiche et joyeuse, mais ils ne veulent pas retrouver la Marne. Ils ne marcheront que quand ils seront sûrs de leur affaire.* »...

En attendant qu'ils soient « sûrs de leur affaire » et « prêts à recommencer », ils ont à vaincre de nombreuses difficultés intérieures de toute sorte qu'énumère le général Niessel: économiques, financières, oppositions confessionnelles avouées ou sourdes, soulignées par le ministre Goering parlant de « l'impopularité, conséquence des mesures édictées par l'Etat ».

... Puis à réaliser le « Plan quadriennal ». Car il y a un plan de quatre ans pour l'Allemagne. Si beaucoup de Français l'oublient — ou l'ignorent — les Allemands y songent, eux, et ils le réaliseront, la chose est probable, avec moins de difficultés que n'en ont connu les Russes et sans doute plus rapidement qu'eux.

Ils ont pour eux « une puissance industrielle redoutable », une rapidité de construction navale « qui l'emporte même sur celle des chantiers anglais », mais il leur faudra pourtant « *au moins trois ou quatre ans* pour la réalisation de leur programme ».

Si leur aviation et leur industrie des métaux ont pris un énorme développement, ils manquent de cuivre, de minerai de fer, de zinc. Et il convient de noter que si des millions de bras travaillent inlassablement pour la guerre, ce sont des bras qui manquent présentement pour l'armée.

Je passe rapidement aussi sur l'exposé de la situation difficile sinon précaire des finances fait par le général Niessel: elle est faite de « prodiges d'équilibre ». La couverture-or du mark ne serait pas de plus de 2%; il faut acheter des matières premières à l'étranger et l'élévation des prix mondiaux rend la chose ardue, augmente la tension financière du Reich. Dans le domaine de la finance, le monde entier se méfie de l'Allemagne. La revue financière anglaise *Banker* dit que du simple point de vue capitaliste les crédits à l'Allemagne sont « indéfendables »; l'Allemagne est devenue « un abîme sans fond » et « on ne fait pas la guerre sans crédit ».

Suit une critique serrée des procédés de fabrication du matériel. Ils ont entraîné « des erreurs d'exécution et de graves mécomptes ». Il importe de tout remettre au point. Les Allemands n'auront certes pas été insensibles à ces critiques. Blessures d'amour-propre dont on se relève. Mais il faut trouver le moyen de se relever, et ça ne va pas tout seul.

Le général Niessel est évidemment « dans son élément » quand il parle armée proprement dite. Lacune la plus grave: les forces militaires allemandes manquent de cadres. L'effectif de paix est de 900.000 hommes; on n'a pas pu l'encadrer des officiers qui eussent permis un nombre plus élevé de divisions. Il faudrait 40.000 officiers à la nouvelle armée: on n'a pu lui en trouver que 20.000 avec beaucoup d'efforts, — et au détriment parfois de la qualité. « Il est donc facile de voir qu'il faudra plusieurs années pour compléter le cadre des officiers de carrière... » L'armée manque « et manquera encore *pendant plusieurs années* de commandants de compagnie, escadron ou batterie, et n'a pas assez de lieutenants... Elle manque d'officiers de réserve », etc., etc...

Voilà donc, en ce qui concerne l'état actuel des forces militaires de l'Allemagne, l'opinion d'une haute compétence. Nous ne lui avons rien fait dire qu'elle n'ait dit elle-même. Il nous reste à en tirer l'enseignement que tout cela comporte.

Premièrement: L'Allemagne n'est pas prête à faire la guerre. (C'est évidemment parce qu'on le savait que certains ont parlé de lui faire une guerre préventive qu'on se disait sûr de gagner.)

Deuxièmement: N'étant pas en mesure *aujourd'hui* de provoquer un conflit, — à supposer qu'elle y ait intérêt et qu'elle le veuille, — elle l'était encore moins *hier*, lors de sa réoccupation de la Rhénanie et de son intervention en Espagne.

Troisièmement: Dans le dessin, louable, d'éviter toutes complications internationales (et en admettant à priori qu'aucune autre considération n'intervenait, ce qui est à démontrer), le gouvernement de Front populaire déchire le traité de commerce avec l'Espagne et prive ce pays des moyens de défense sur lesquels il pouvait légitimement compter.

En conséquence, peut-on dire, pour le moins, que le gouvernement s'est alarmé à tort, prématurément? Qu'il a fait face à un danger irréel et qu'il a simplement cédé au chantage, au bluff, à la menace? Et qu'il a involontairement encouragé ce chantage et ce bluff en allant de concessions en concessions?

Je laisserai de côté, comme étant hors de mon sujet, les considérations estimant que le fait d'avoir cédé à l'Allemagne n'a fait qu'aggraver le danger de guerre. C'est une autre histoire. Il suffit bien de remarquer que l'Allemagne a vu grandir son prestige dans l'affaire et qu'en poursuivant son aide à Franco, elle a conjointement poursuivi — et éprouvé — son armement.

Je ne m'occuperai pas non plus de l'Italie. Il est des raisons de croire que l'Italie n'était pas plus que l'Allemagne en mesure d'appuyer véritablement chantage et menaces. Pour l'un comme pour l'autre des deux compères, le bluff a réussi. Allons jusqu'au bout et disons que dans le monde révolutionnaire, chacun s'est alarmé de bonne foi, que le danger a paru réel, pressant même, et qu'il n'a pas moins fallu que cette menace insupportable pour diviser l'opinion au sujet de l'aide à apporter à l'Espagne.

Non, le gouvernement de Front populaire ne nous a pas « évité la guerre ». Il nous a écrasés d'un armement ruineux, faute peut-être de s'être informé de la situation véritable auprès des « gens compétents » et il a, sans le vouloir, veuillons le croire, favorisé les desseins de l'Etat-Major et exaucé comme les autres les vœux des munitionnaires.

G. Durupt.

PARMI NOS LETTRES

Notre « malaise » La deuxième lettre de Roger Hagnauer nous a valu de nouvelles correspondances sur nos divergences actuelles. Voici, d'abord, une missive de Barrué, de Bordeaux:

Pacifiste? Révolutionnaire? Des mots... Je ne crois pas sérieux ces débats théoriques sur la violence ou la non-violence, la guerre ou la non-guerre. Si la violence ou la guerre nous conduisent à une union sacrée avec les défenseurs — avoués ou honteux — du régime économique actuel, nous ne pouvons accepter cette duperie. Je ne puis croire que, quelles que soient les circonstances, la classe ouvrière ait des intérêts (immédiats ou lointains) communs avec Paul Reynaud, Champetier de Ribes ou le chanoine Desgranges, co-signataires avec Jouhaux de manifestes vasouillards. Toute guerre entre nations — quels qu'en soient les motifs, quelles que soient les idéologies mises en cause — aboutira en fait à la défaite des prolétariats et au recul de nos idées. Le problème de la défense nationale se pose dans les mêmes termes dans un même régime économique et ne dépend point des équipes politiques « au pouvoir ». Je continue à penser qu'en face d'une guerre entre nations, la classe ouvrière organisée syndicalement doit tout tenter pour prendre le pouvoir. Et si elle devient maîtresse du pouvoir — sans le truchement de partis prétendant agir en son nom — elle verra alors si son intérêt est de se battre ou de traiter. Et si elle se bat, ce ne peut être que sur deux fronts: le front militaire et le front économique, en menant parallèlement la guerre contre la menace extérieure et la guerre contre les survivances de l'ancien régime capitaliste.

La guerre est la plus grande des saloperies, d'accord. Seule peut la justifier, chez les travailleurs qui la font, la volonté de transformer le régime économique et d'écraser les soutiens de la propriété bourgeoise: fascistes ou politiciens de « gauche ». Je ne me sens pas le courage ou la naïveté de servir sans conditions les seconds contre les premiers et de supprimer les premiers ... pour être finalement supprimé par les seconds.

⁂

De la Loire, Jean Duperray nous adresse sa réplique:

Sans vouloir profiter des colonnes de la « R. P. » pour me soulager à bon compte, je pense que plus les événements vont, plus nous devons être nombreux à ne pas être soulagés du tout, tant par la politique du Front populaire que par celle de la C.G.T. Je garde espoir en une collaboration possible entre nous tous, malgré des divergences que je pense, comme Hagnauer, profondes et fondamentales.

Cela est d'autant plus possible que, fidèles aux idées de 1906, nous pouvons trouver d'autres solutions que les deux que propose Hagnauer: la révolution prolétarienne immédiate (qu'aucun de nous ne voit, je crois) et l'économie de transition que je vois bien lointaine aussi (aussi lointaine que la révolution prolétarienne). C'est au nom de cette économie de transition qu'on émascule et qu'on défigure le syndicalisme, la vie et l'éducation syndicales, c'est pourquoi c'est une idéologie dangereuse.

Mais cela est encore secondaire, le plus grave c'est le recul que subit l'indépendance du syndicalisme dans cette période de Front populaire, comme dans toutes les périodes de cartel de gauche.

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Notre syndicalisme

Il n'est pas jeune, notre syndicalisme.

Son origine remonte aux premières grèves ouvrières. Ses précurseurs, ce sont les tisserands de Provins et d'Ypres, de 1280, les typographes de Lyon, de 1539, les toiliers de Caen, du XVIIe siècle, le canuts de Lyon, du XVIIIe siècle, les rubaniers de Saint-Etienne, de 1787, les mineurs de Rive-de-Gier, de 1840, etc., etc., qui, spontanément, sans qu'aucun maître les eût conseillés, sans organisation permanente, avaient compris que c'est par leur propre action qu'ils pouvaient améliorer leur sort.

Ce sont les canuts de Lyon qui, en 1831, après trois jours de grève, s'emparent de la ville et l'occupent pendant dix jours;

Ce sont ensuite les mineurs de La Ricamarie, en 1859, qui déjà ont compris la nécessité de l'organisation et ont fait de leur Société de Secours Mutuel, une organisation de combat;

Ce sont les fondateurs de la *Première Internationale* qui, avec Karl Marx, proclament:

« Que l'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude: politique, morale et matérielle;

Que l'émancipation économique est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique. »

Ce sont les vaillants communards qui, en 1871, indiquent au monde comment doit se réaliser la dictature du prolétariat pour que soit possible l'émancipation des travailleurs et qui ont été, en cela, les inspirateurs de Marx, de Georges Sorel et de Lénine.

Ses fondateurs, c'est Pelloutier qui, au déclin de la Fédération des Syndicats, inféodée au Parti Ouvrier, organise les Bourses du Travail, en fait des foyers ardents d'éducation syndicale et d'organisation des luttes ouvrières, montrant expérimentalement « qu'il n'est point nécessaire pour l'individu de déléguer le soin de ses affaires ».

Ce sont Griffuelhes, Pouget, les animateurs de la C.G.T. dans sa période héroïque, qui nous ont rappelé que « les réformes arrachées au patronat ne peuvent pas être un aboutissant définitif, mais seulement un acheminement vers des améliorations plus radicales et aussi que, pour n'être pas illusoires, toutes les réformes doivent comporter un amoindrissement des privilèges capitalistes. »

Ce syndicalisme, c'est plus que l'organisation de la défense des intérêts immédiats des exploités, c'est une forme nouvelle de socialisme ouvrier, « une théorie nouvelle qui découle de l'examen historique des faits et de leur interprétation clairvoyante, résultante et couronnement de tout un siècle de luttes soutenues par la classe ouvrière contre la bourgeoisie » (Pouget).

C'est « le mouvement de la classe ouvrière qui veut parvenir à la pleine possession de ses droits sur l'usine et sur l'atelier; qui affirme que cette conquête en vue de réaliser l'émancipation du travail, sera le produit de l'effort personnel et direct exercé par les travailleurs » (Griffuelhes).

Ce syndicalisme-là a-t-il fait faillite ?

A-t-il été prouvé que ce n'était pas par l'action directe que les ouvriers avaient, dans le passé, amélioré leurs conditions de travail et de vie, et que ce n'était pas la méthode la plus efficace pour l'avenir?

A-t-il été prouvé que l'émancipation des travailleurs pouvait se faire au nom du prolétariat et non par le prolétariat lui-même?

D'autres méthodes ont-elles abouti au but que se propose notre syndicalisme ou se sont-elles avérées capables d'y parvenir?

Non!

Voilà pourquoi nous lui resterons fidèles, à notre « Syndicalisme ».

U. Thévenon.

LA QUINZAINE

Contrôle arbitraire?

Le ralliement de la direction de la C.G.T. à la « pause » de six mois n'a rien qui, au fond, puisse surprendre. Cette attitude pourrait même se défendre, si l'on voulait bien admettre que l'essentiel est, en cette période, de ne pas créer au gouvernement des difficultés insurmontables. On pourrait évoquer bien des arguments à l'appui d'une telle position si elle était prise en toute conscience par une organisation sûre d'elle-même et maîtresse de son action. Ce qui semble moins admissible, c'est que la direction de la C.G.T. prononce en une telle circonstance, des affirmations fondamentales telles que celle qui déclare « arbitraire » un contrôle éventuel sur l'embauchage et le débauchage.

On a lu, dans le Peuple *du 8 mai, cette étonnante déclaration. Nous ne serions pas étonnés que bien des militants qui s'efforcent de réaliser ce contrôle dans leur corporation aient éprouvé, à cette lecture, une surprise des plus désagréables.*

Le contrôle sur l'embauchage et le débauchage est une revendication syndicale de toujours. Le temps n'est pas si lointain où seuls les intérêts du patronat — et souvent même son bon plaisir — présidaient au recrutement de la main-d'œuvre. Les patrons ne se souciaient nullement du sort des travailleurs; ils disposaient d'eux à leur gré. Ils s'en servaient même pour opérer périodiquement des dimi-

nutions de salaires, débauchant brusquement et embauchant, quinze jours après, de la nouvelle main-d'œuvre à de nouveaux tarifs, naturellement inférieurs. La liberté absolue du débauchage leur permettait de briser toutes les tentatives d'organisation syndicale; quand ils en décelaient une, ils renvoyaient les « meneurs » et c'était fini pour un temps.

N'est-ce pas pour réagir contre cette situation que les militants de la C.G.T. demandaient l'institution d'une contribution patronale aux fonds de chômage? Ne s'agissait-il pas d'éviter des licenciements arbitraires en obligeant les industriels à subvenir en partie aux besoins des chômeurs qu'ils créaient? C'était bien là un commencement de contrôle.

L'institution des conventions collectives, après juin 1936, ne pouvait que renforcer la nécessité de ce contrôle. L'organisation syndicale signataire de la convention trouverait dans cette institution une garantie essentielle. Les salaires fixés dans la convention collective pourraient, en effet, être réduits par des débauchages massifs opérés sous le prétexte de manque de travail mais, en réalité, pour éloigner les éléments capables de résister. Impossible de faire respecter le tarif, ni la convention elle-même, si le patron reste libre de changer sa main-d'œuvre quand il lui plaît et comme il lui plaît, sans frein ni mesure.

Il faut distinguer le monopole du contrôle. Certes, nous devrions réaliser le monopole de l'embauchage. Nous n'avons pas à le solliciter du patronat, ni du gouvernement. Pour l'obtenir, il nous suffirait de réunir dans nos syndicats la totalité des ouvriers de chaque corporation. La discipline syndicale aidant, nous réaliserions un monopole de fait contre lequel personne ne pourrait rien tenter. Cela existe pratiquement dans certaines catégories du Livre mais, hélas! il n'en est pas encore question dans bien des industries.

Il n'est question pour l'instant que de contrôle. L'organisation qui s'engage en signant une convention collective doit pouvoir s'assurer que son vis-à-vis patronal ne la manœuvre pas. Il doit lui être permis de s'opposer aux licenciements qui lui semblent injustifiés. Dans une certaine mesure, la convention collective représente pour l'ouvrier ce que le statut est au fonctionnaire. Elle implique une garantie relative de l'emploi.

Quand les organisations corporatives revendiquent le contrôle sur l'embauchage et le débauchage, elles ne font que demander une mesure de sauvegarde. Elles ne réclament pas quelque chose d'exorbitant. Un tel contrôle n'a rien d'arbitraire. C'est, au contraire, un moyen de limiter l'arbitraire. On regrette que le bureau de la C.G.T., peut-être par une maladresse de rédaction, laisse à penser qu'il n'est pas de cet avis.

Réformes de structure

Je n'ai pas suivi de près le grand débat parlementaire du début du mois. Ce débat a surtout été marqué par un discours de M. Gaston Bergery, reprochant au gouvernement de faire la « pause » au lieu de lutter contre les trusts en amorçant les « réformes de structure ».

Ces réformes peuvent-elles être amorcées et réalisées par un gouvernement fidèle à la tradition parlementaire, même si ce gouvernement est à direction socialiste? Le fond de la question, c'est de savoir s'il est possible de gouverner de façon socialiste dans le cadre capitaliste, s'il est possible, en tout cas, de s'acheminer vers le socialisme en exerçant le pouvoir dans le cadre capitaliste.

L'intérêt profond de « l'expérience Blum » est là — du point de vue ouvrier.

Les conséquences de cette expérience peuvent être redoutables. Pour qui? Mais, d'abord et surtout pour le socialisme parlementaire traditionnel.

On nous reproche de toujours revenir à la Charte d'Amiens. Celle-ci n'avait-elle pas énoncé cette vérité que « l'émancipation intégrale du prolétariat ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste »? Ce n'était pas une affirmation à la légère. Des expériences — déjà! — le montraient. Le problème a-t-il tellement changé?

Si l'on répond à Bergery et à d'autres qu'il est impossible d'amorcer les « réformes de structure », on démontre du même coup qu'il n'est pas possible de s'acheminer vers le socialisme par les méthodes parlementaires. Il faut donc chercher autre chose. Quoi? C'est, à notre avis, du côté du syndicalisme que la classe ouvrière devrait tourner ses regards. Pour s'acheminer vers le socialisme, pour réaliser les « réformes de structure », il faudrait que le pouvoir fût aux syndicats. A trente ans de distance, notre formule: « Tout le pouvoir aux Syndicats! » rejoint la Charte d'Amiens. On peut appeler cela « réforme de structure », il n'empêche que « l'expropriation capitaliste » ne peut être réalisée que lorsque les syndicats détiendront les « leviers de commande » de l'économie.

Si telle est vraiment la pensée de certains zélateurs du Plan de la C.G.T., il pourrait être permis de rechercher les bases d'une synthèse entre le Plan et la Charte d'Amiens. Mais n'est-ce pas un peu ambitieux?

M. CHAMBELLAND.

FAITS ET DOCUMENTS

La reconduction pour six mois des conventions collectives

Le 6 mai, la commission administrative de la C.G.T. a voté à l'unanimité une résolution acceptant la proposition gouvernementale de reconduire pour six mois les conventions collectives. C'est, en somme, l'acceptation officielle de la « pause » par la C.G.T. Voici ce texte :

Répondant à l'appel du gouvernement, la Confédération Générale du Travail qui, dans son action, a toujours considéré que l'application des réformes sociales entraînait la reprise économique ainsi que le bien-être pour tous, déclare donc être prête à accepter que soient prorogées jusqu'au mois de novembre les conventions collectives de travail venant à renouvellement, sous la triple garantie:

1° Que seront également prorogées les lois sur les conséquences monétaires de la dévaluation et la loi sur la conciliation et l'arbitrage, de manière que le rajustement nécessaire des salaires puisse être assuré par cette procédure légale;

2° Que le droit au travail soit assuré contre tout arbitraire par le vote d'une loi relative aux conditions d'embauchage et de débauchage.

La C.G.T. peut dénoncer, sans crainte de démenti, les nombreux renvois arbitraires de travailleurs frappés pour leur action, soit comme militants, soit comme délégués ouvriers; l'intervention illégale de formations factieuses pour l'embauchage d'ouvriers, la constitution de bureaux d'embauche créant la préférence pour les affiliés de ces mêmes partis factieux, opérations visiblement dirigées contre la C.G.T. et les droits ouvriers.

3° Que des dispositions soient prises pour permettre une application généralisée des congés payés.

En prenant cette attitude, la Confédération Générale du Travail a la certitude de servir les intérêts du pays en permettant, pour toute la durée de l'Exposition, dont le succès est nécessaire à l'économie nationale, de résoudre légalement et pacifiquement la majeure partie des différends pouvant survenir entre employeurs et salariés.

La commission administrative de la C.G.T. doit également rappeler qu'un certain nombre d'industries ne sont pas encore comprises dans le réseau des conventions collectives, et qu'en outre il a été fait un usage trop restreint du droit conféré au ministère du travail d'étendre régionalement ces conventions dans une même industrie.

Toutes ces dispositions sont indispensables pour établir l'ordre dans la légalité, et, de même, des mesures efficaces doivent être prises sans délai pour assurer d'un emploi les travailleurs du bâtiment.

En réclamant ces mesures, qui sont de droit, la Confédération Générale du Travail donne à nouveau le témoignage de l'attachement dont elle ne s'est jamais départie à l'intérêt général du pays.

Elle est également sûre de traduire les aspirations profondes de la classe ouvrière organisée qui, dans le respect et la consécration des droits acquis et des devoirs qui en découlent, entend collaborer loyalement et de toutes ses forces à l'œuvre urgente de redressement et de développement de l'économie nationale.

Elle affirme à nouveau que toutes les forces du travail organisées dans la C.G.T. sont au service de la démocratie, de la démocratie vraie, celle qui veut le bien public, la justice, le progrès social et la paix.

« Contrôle arbitraire »?

A la lecture du document que nous venons de reproduire, M. Gignoux, président de la Confédération Générale du Patronat Français, s'émut. Il crut que la C.G.T. revendiquait, sinon le monopole de l'embauchage, au moins le contrôle sur l'embauchage. Aussitôt M. Gignoux expédia une nouvelle lettre au Président du Conseil, disant notamment :

...Depuis plusieurs semaines, l'institution du contrôle de l'embauchage et du licenciement était annoncée par de nombreuses organisations ouvrières affiliées à la C.G.T., comme devant fournir la base de discussions à ouvrir pour le renouvellement des conventions collectives. Cette demande a été déjà formulée explicitement par certaines de ces organisations. Nous avons déjà eu l'occasion de faire connaître que nous ne pouvons admettre cette atteinte à l'autorité patronale, à la liberté de nos collaborateurs de tout ordre, et au droit à la vie des travailleurs, qui est indépendant de leur non-affiliation ou de leur affiliation à un syndicat de leur choix.

Nous nous permettons de penser que votre initiative avait précisément pour but d'ajourner des débats de cette nature dans l'intérêt de la paix publique et du redressement économique du pays. Il serait réellement peu croyable que son seul résultat fût d'imposer, par voie d'autorité, un régime qu'on appréhendait de soumettre à la libre discussion.

Le bureau de la C.G.T. s'empressa de répondre à M. Gignoux que telle n'était point son intention. S'il était nécessaire de déjouer la manœuvre de M. Gignoux, était-il très indiqué de s'engager à fond dans la condamnation d'un contrôle sur l'embauchage qui eût été normal et que le bureau de la C.G.T. qualifie assez étrangement d' « arbitraire »? Voici sa déclaration. Elle est à retenir:

La Confédération du Travail fait connaître qu'en acceptant, pour des fins d'intérêt général, la reconduction pour six mois des conventions collectives, elle n'a jamais posé comme condition que lui soit conféré préalablement le contrôle de l'embauchage.

Expressément, la commission administrative de la C.G.T. s'est exprimée sur ce point de la manière suivante:

« Que le droit au travail soit assuré contre tout arbitraire par le vote d'une loi relative aux conditions d'embauchage et de débauchage. »

Rien dans ce texte n'autorise quiconque à soutenir que la C.G.T. entend créer au profit de ses membres un contrôle arbitraire sur l'embauchage et le congédiement.

⁂

Comment John Lewis organise les grèves

Nous avons peu de renseignements sur le mouvement du Committee for Industrial Organization *de John Lewis. Dans un récent article du* Journal des Débats, *M. Georges Lechartier apporte sur le concurrent de l'*American Federation *des indications intéressantes. Voici comment, d'après M. Lechartier, le C.I.O. organise les grèves :*

Les services techniques, — correspondance, recherches statistiques et scientifiques, fiches, situation financière et activité des industries dans tous les Etats, condition matérielle et morale des travailleurs, etc. — sont centralisés au Quartier général du C.I.O. à Washington.

Le service des fiches est particulièrement bien organisé et constamment tenu à jour. Dans les innombrables casiers, alphabétiquement classés par spécialisation et par Etat, toutes les industries des Etats-Unis sont cataloguées. Chaque fiche indique la composition de l'administration, le chiffre d'affaires, le nombre et les affiliations des employés, leurs salaires, leurs conditions de travail et de

vie, l'état de leurs relations avec leurs employeurs, etc...

Un mécontentement ouvrier, des bagarres sont signalés par les agents locaux de la direction de Washington. Un coup de téléphone aux services compétents: aussitôt toutes les fiches de la région où l'effervescence s'est produite sont apportées. Le Conseil est convoqué. On étudie, chiffres et notes en mains, les possibilités d'extension à toutes les industries dépendantes, enfin les chances de réussite d'une grève. On établit un devis des frais. Si les conclusions paraissent satisfaisantes, on dépêche, le plus souvent par avions, les organisateurs spécialisés; dans le cas contraire, ce seront les préparateurs, techniciens et orateurs qui seront envoyés. Ils descendront dans le meilleur hôtel, y retiendront le plus luxueux appartement, y installeront leur permanence; puis ils loueront le plus vaste amphithéâtre, convoqueront tous les travailleurs, ceux de l'industrie en difficulté et aussi bien ceux des industries complémentaires, — de la verrerie, des transports pour l'automobile, etc. — à un *mass-meeting* pour le soir même. C'est seulement après ce premier travail d'approche et lorsque les adhésions au C.I.O. paraîtront satisfaisantes à l'administration centrale que les équipes seront remplacées et l'ordre de grève lancé. Les moyens d'intimidation et d'action sont ensuite les mêmes que partout.

Le président du C.I.O. n'a pas, jusqu'ici, enregistré un seul échec.

⁂

L'U. R. S. S. et la religion *Le* Temps *du 15 mai a publié, de son correspondant à Moscou, M. Pierre Berland, un long article sur « l'évolution de la question religieuse en U.R.S.S. » Quelques passages de cet article méritent d'être consignés:*

Dans une brochure qui vient de paraître, Kossarev, secrétaire général de l'Union des jeunesses communistes, remarque avec amertume que, pendant toute l'année 1936, aucune publication du Komsomol n'a consacré le moindre article à la propagande athéiste. Selon lui, les « Sans-Dieu » s'endorment sur leurs lauriers et ne manifestent plus aucun esprit militant.

D'autre part, il note que bien des personnes qui s'étaient éloignées de la religion y sont revenues ces derniers temps. On compte parmi elles des jeunes communistes qui, note-t-il, « se sont mariés à l'église, servent parfois de parrain ou observent les fêtes religieuses ». Il signale des étudiants de Penza qui « chantent à l'église dans les chœurs ». « Ces faits sont-ils isolés? Malheureusement, non », conclut-il mélancoliquement...

Il n'est pas douteux que le gouvernement soviétique fait preuve aujourd'hui, dans le domaine religieux, d'une tolérance singulièrement plus large qu'autrefois ou, si l'on préfère, son intolérance s'est beaucoup atténuée...

Ce changement de politique se manifeste ailleurs que dans le domaine de l'instruction publique. Nous pouvons certifier l'exactitude du petit fait suivant: un scénario antireligieux, présenté il y a quelques mois à la direction du Lenfilm (organisation cinématographique de Léningrad), a été refusé comme « inopportun et ne correspondant pas à la ligne politique actuelle ».

La coutume des arbres de Noël, récemment remise en honneur et officiellement encouragée par les autorités est, par contre, tout à fait « dans la ligne ». Sans doute, ces arbres ont été rebaptisés en « arbres du nouvel an » pour, en quelque sorte, les laïciser. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a quelques années la vente en était interdite et ne donnait lieu qu'à un trafic clandestin.

Dans un numéro récent (mars 1937) de la revue *Le Sans-Dieu*, on peut lire, sous la signature d'Emilian Iaroslavski, le communiqué suivant: « Ces derniers temps ont paru dans la presse étrangère des informations provenant de Varsovie et selon lesquelles devait se réunir à Moscou un congrès international des « Sans-Dieu » pour la création d'une Internationale des athées. Le conseil central de l'association des « Sans-Dieu » déclare que ces informations sont en tout point mensongères. Aucun congrès international des libres-penseurs ne doit se réunir à Moscou. On ne prévoit même pas de réunion d'un congrès des « Sans-Dieu » de l'U.R.S.S. Ces informations constituent une nouvelle calomnie antisoviétique de nos ennemis. »...

... Le but du Kremlin est, de toute évidence, de rallier les masses autour de lui. Il ne saurait poursuivre et encore moins intensifier la guerre à la religion à un moment où il a besoin de l'adhésion pleine et entière de tous à l'œuvre de la défense nationale. L'heure serait mal choisie pour brimer des citoyens qui peuvent être appelés demain à défendre leur patrie menacée pour susciter des divisions intérieures et mettre en danger l'unité morale du pays. Le gouvernement recherche l'apaisement et favorise la création d'une atmosphère d'union sacrée.

Cette préoccupation essentielle explique la réhabilitation progressive de toutes les valeurs traditionnelles et l'exaltation du nationalisme russe sous ses aspects les plus divers. Il est normal que cette évolution se manifeste aussi dans le domaine religieux.

De leur côté — et ce n'est pas le point le moins curieux du sujet que nous examinons — bien des gens d'Eglise affirment leur loyalisme à l'égard du régime soviétique et expriment même leur sympathie au socialisme en tant que système économique.

Si l'évolution actuelle devait se poursuivre, on pourrait fort bien assister un jour à une sorte de « ralliement » analogue à celui que la France a connu en 1892 et à l'établissement de relations correctes entre l'Etat soviétique et l'Eglise orthodoxe.

Cette hypothèse n'est pas à rejeter *a priori.* L'histoire de ces dernières années nous a appris que ce qui paraît invraisemblable et absurde aujourd'hui est la réalité de demain. Qui aurait affirmé il y a cinq ou six ans que l'U.R.S.S. serait un jour membre de la Société des Nations, que son gouvernement ferait une fournée de cinq maréchaux, réhabiliterait les Cosaques et mettrait Iagoda en prison, eût été à coup sûr traité de fantaisiste et de mauvais plaisant.

Il est certain que cette évolution n'a pas l'approbation des vieux bolcheviks (s'il en reste encore), de ceux qui conservent l'esprit de 1917, ni de certains jeunes communistes, mais elle est obscurément et parfois consciemment voulue par les masses.

Or, on se condamne à ne rien comprendre à ce qui se passe aujourd'hui en Russie si on ne voit pas que Staline tend de plus en plus nettement à s'appuyer sur les masses contre les éléments extrémistes du parti bolcheviste, c'est-à-dire contre tous ceux qui ne veulent pas admettre que la révolution est finie.

⁂

La « R. P. » vue par un collaborateur du « Temps » *M. Raymond Millet poursuit, dans les colonnes du* Temps, *une intéressante enquête : « Une nouvelle extrême gauche va-t-elle se former? » Dans un de ses derniers articles (7 mai), il a parlé de la R. P., sinon avec sympathie au moins avec objectivité. Voici ce qu'il a écrit sur notre revue :*

A plusieurs reprises nous avons fait allusion à l'importance du rôle que tient le groupe de la *Ré-*

volution prolétarienne dans les mouvements qui tendent, avec plus ou moins de bonheur, à la constitution d'une nouvelle extrême gauche. Pour être précis, il faudrait aussi souligner l'influence qu'exerce la *Révolution prolétarienne* dans la C.G.T., car ce groupe se compose de membres de la C.G.T. centrale ouvrière.

N'allons pas dire qu'il constitue une G.G.T. dans la C.G.T. Il ne cherche pas d'ailleurs à devenir une puissante cohorte; il se présente plutôt comme un cercle de recherche qui, dans le cadre de quelques principes, (par exemple l'opposition au stalinisme), veut surtout confronter les idées de ses adhérents.

Plutôt que le mot d'adhérents, il faudrait employer le vocable de rédacteurs. Car la *Révolution prolétarienne* (54, rue du Château-d'Eau — toujours l'est de Paris), est avant tout une revue, une revue fondée il y a treize ans, par M. Robert Louzon. A cette revue est adjoint un bureau d'éditions.

Il est amusant de rappeler que M. Robert Louzon fut l'homme grâce auquel la C.G.T., pour la première fois, put s'installer « dans ses meubles », en 1909, dans la fameuse rue Grange-aux-Belles, au fond de l'impasse Chausson, dans une ancienne « folie » qui, plus tard, a hébergé la C.G.T.U., aujourd'hui dissoute. M. Louzon, alors ingénieur à la Compagnie du gaz, inclinait déjà vers les idées révolutionnaires, au temps de Griffuelhes, tout comme M. Jouhaux, qui allait bientôt devenir secrétaire général de la C.G.T.

Anciens anarchistes et anciens membres ou « sympathisants » du parti communiste se rencontrent à la *Révolution Prolétarienne* avec des hommes qui ont toujours voulu demeurer des francs-tireurs. Beaucoup d'entre eux sont des typographes, des correcteurs, d'autres sont des instituteurs.

Ils s'entendent avec l'équipe de *Syndicats* (M. Belin, M. Guigui, etc...) pour proclamer le principe de l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques, mais ils se séparent d'elle sur divers points, notamment quand ils se déclarent hostiles à l'économie dirigée, hostiles au planisme, c'est-à-dire, en fait, au plan de la C.G.T. M. Louzon, comme le rappelait récemment Mme Sailly-Lainé, a ironisé à propos du Plan, « ce tout dernier bateau », dans un article intitulé *Mystique ou mystification*. Et M. Chambelland écrivait dès le 10 octobre 1935, dans la *Révolution prolétarienne*:

« Jouhaux et la C.G.T., sont pour le Plan. Raca-
« mond et la C.G.T.U. sont pour le Plan. Tout le
« monde est pour le Plan. Qui n'est pas pour le
« Plan?

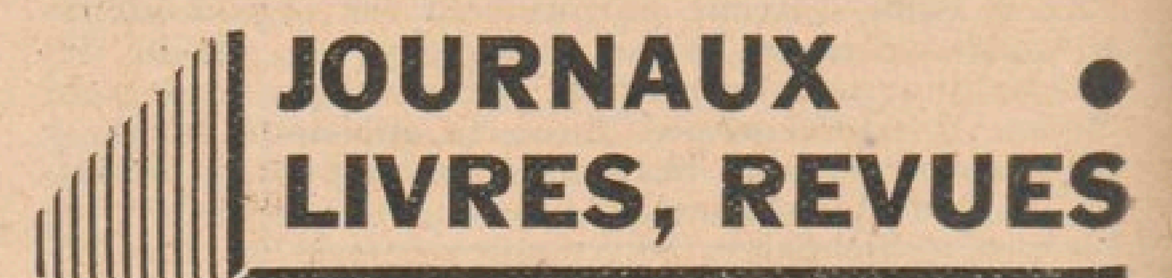
« Mille excuses! Ici, dans ce petit coin de la
« *Révolution prolétarienne*, il y a quelques héré-
« tiques qui ne sont pas pour le plan. Nous avons
« donné nos raisons. Est-il prétentieux de dire
« qu'elles n'ont pas été ébranlées par les réponses
« maigres et voilées qui nous furent faites? »

C'est que l'on se méfie, à la *Révolution prolétarienne*, du réformisme et des réformes qui « ne donnent pas un atome de droit de plus au prolétariat ».

Mais si la *Révolution prolétarienne* critique les dirigeants de la C.G.T., si elle a reproché aux réformistes de se faire les alliés de M. Léon Blum, de freiner le syndicalisme, d'avoir brisé la nouvelle vague de grève à la fin de 1936, d'avoir accepté la loi sur l'arbitrage obligatoire, elle ne s'élève pas par principe contre les lois sociales.

De même, si elle prêche le syndicalisme révolutionnaire, elle reconnaît les faiblesses du mouvement syndicaliste d'avant guerre. Si elle regrette le temps où Griffuelhes, Pouget, Merrheim, Delesalle avaient su mener une « action directe », elle ne s'identifie pas à l'Union anarchiste, et n'est guère d'accord avec les trotskistes.

Et pourtant, il est un point sur lequel la *Révolution prolétarienne* s'entend d'une part avec *Syndicats*, d'autre part avec tous les éléments d'une nouvelle extrême gauche — trotskistes ou non. Elle leur a donné l'exemple de l'hostilité à l'égard du stalinisme, elle a entrepris une lutte contre la « colonisation stalinienne de la C.G.T. ». On l'a bien vu, il y a trois mois, au congrès de l'Union des syndicats de la région parisienne quand MM. Fronty, Hagnauer et Charbit, tout comme M. Guigui, se sont opposés à un plaidoyer pour l'U.R.S.S. contenu dans le rapport écrit de M. Hénaff.



LEON TROTSKY : **Où va la France?** (*Librairie du Travail*).

Ce petit livre est un recueil de huit articles où Trotsky analyse la situation politique et sociale française du 6 février 1934 à juillet 1936.

C'est dire le vif intérêt qu'il présente, même si l'on n'adopte pas les conclusions de Trotsky. Révolutionnaire impénitent, par ces jours confus, il nous force à réfléchir. Son analyse aiguë stimule la pensée. Le style net et caustique maintient l'auteur au premier rang des polémistes.

Nous savons que le vieux proscrit héroïque n'est pas tendre pour notre « anarcho-syndicalisme » qu'il trouve bien périmé. Pourtant, nous souscrivons à la plupart de ses jugements sur la nature du fascisme et l'impossibilité de l'éviter par autre chose que l'intervention directe du prolétariat, sur la nécessité pour celui-ci d'avoir un autre bouclier que la légalité bourgeoise, sur la mystification supérieure que représente un Front populaire axé sur le réformisme et le radicalisme.

Les trois derniers articles, écrits en juin et juillet 1936, dont l'un frappe par son titre : « La Révolution française a commencé » soulignent l'importance du mouvement d'action directe de l'été dernier. On ne dut pas manquer alors de les trouver excessifs, en doutant que le moment fût venu d'amorcer la création des Soviets, mais réflexion faite et des mois s'étant écoulés, nous approuvons aujourd'hui, non sans mélancolie, le sens général de ces études où l'on sentait venir la retraite ouvrière.

Le capitalisme essaie de réparer ses défaites de juin 1936 et la Révolution a reculé. Les chefs ouvriers ont assagi cette masse qui cherchait, plus encore que le pain, la voie de la révolte. Puisse-t-elle méditer cette parole de Trotsky que je juge très profitable : « *Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout* ».

La défaite ouvrière momentanée est-elle un écrasement ou une étape vers la victoire ? La réponse, pour Trotsky, dépend, c'est sûr, de l'absence ou de l'existence d'un vrai parti révolutionnaire, le sien, celui qu'il guiderait. On comprendra que nous ne raisonnions pas comme lui et que notre prédilection aille au syndicalisme.

Rendre celui-ci conscient de son rôle révolutionnaire n'est pas mince besogne, mais elle vaut qu'on s'y attache résolument. La création d'une IVe Internationale offre du reste plus de difficultés encore tant que les deux autres gardent leur crédit. Et puis, nous ne nous sentons pas le goût de renouveler l'expérience d'un parti.

Celui-ci nous chercherait sans doute des querelles de voisinage et voudrait à coup sûr nous diriger, mais nous saluerions du moins sa venue et apprécierions son effort.

A. RICHARD.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e).



38e MILLE

C'est le chiffre atteint par le nouveau tirage de la brochure de

M. YVON

Ce qu'est devenue la Révolution russe

- Devant la demande croissante, nous avons été obligés de procéder à un nouveau tirage de **20.000** ce qui porte le chiffre total à **38.000.**
- Le plomb des premiers tirages étant usé, il nous a fallu refaire la composition en entier, à des prix plus élevés, en raison des augmentations de main-d'œuvre et de papier.
- Cependant, pour faciliter la vente, nous laissons le prix à **2** fr. et **2** fr. **25** franco l'exemplaire, mais nous revenons aux anciens prix de gros :
- Pour 5 exemplaires franco .... **10** fr.

  Pour 10 exemplaires franco .... **18** fr.

  Pour 50 exemplaires franco .... **75** fr.

  Pour 100 exemplaires franco .... **130** fr.

Achetez et diffusez !

Faites connaître la vérité sur l'U.R.S.S. !

Utilisez, pour vos commandes, notre compte de chèques postaux :

RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe. Compte n° 734-99-Paris

L'opinion de la presse ouvrière

sur

L'ECONOMIE CAPITALISTE

NOUVELLE ÉDITION
de R. LOUZON

■

Ce que disent les uns...

Louzon s'est attaché, tant dans l'exposé des principes que dans la démonstration des problèmes, à éviter la métaphysique des arguments psychologiques pour s'appuyer sur la réalité scientifique. Il le fait avec le maximum de simplicité, sans aucune pédanterie, en essayant d'être concret le plus possible.

(*Le Fonctionnaire Syndicaliste.*)

◇◇◇

Cette étude magistrale doit être entre les mains de tous ceux qui veulent saisir le mécanisme de la société capitaliste et en dégager les conclusions nécessaires.

(*Le Semeur.*)

.....et les autres

Le livre du camarade Louzon m'a profondément affligé...

Je trouve notamment déplorable que dans notre mouvement révolutionnaire de gauche, où il faut avoir les deux pieds fermement placés dans la vie réelle pour pouvoir faire « œuvre constructive », on fasse encore de la métaphysique économique...

Les bases sur lesquelles Louzon fonde la valeur d'échange, ainsi que les calculs mathématiques dont il se sert, sont, scientifiquement parlant, *absolument faux*...

Un certain simplisme, encore excusable du temps de Marx, ne l'est tout de même plus de nos jours chez Louzon.

(*Plus Loin.*)

Jugez par vous-même !

L'ECONOMIE CAPITALISTE

PRINCIPES D'ECONOMIE POLITIQUE

■

UN BEAU VOLUME DE 208 PAGES ET 3 GRAPHIQUES

12 FRANCS (FRANCO)

Utilisez pour vos commandes notre compte de chèques postaux :
REVOLUTION PROLETARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, 54 — PARIS (10e)
Compte N° 734-99 Paris